



Groupe Sup de Co
La Rochelle

Novembre-décembre 2014

ESC3 - MBA- MANAGER
CONFERENCES PREPA

L'Europe pour demain: quels défis ?

Par Claude BONNET
Ancien élève de l'ENA
inspecteur général de l'Equipement
professeur de Géostratégie et Economie

1. UNE FINALITE ESSENTIELLE (LA PAIX), atteinte puis oubliée

Les raisons oubliées de la construction des étapes de l'Europe depuis 50 ans: création de la CECA, puis CEE puis UE puis en son sein de la zone euro: une obsession pour les « créateurs », la paix, plus jamais la guerre. C'est réussi mais c'est oublié.

Plus exactement, c'est une autre guerre, économique et commerciale qui explose aujourd'hui avec un indicateur sans appel: un excédent commercial allemand régulier d'environ 180 Mds€/an contre un déficit français régulier de 70 Mds qui a décuplé en dix ans et un déficit pareillement pour l'Italie ou l'Espagne. Cherchez l'erreur ! Puissance économique dominante, la RFA s'offre le luxe même de présenter un budget en équilibre et affiche un recul vertueux de sa dette depuis quelques exercices (descendue autour de 80% du PIB quand celle de la France s'envole vers 100%), en prévoyant en 2014 de n'emprunter que quelques Mds (6,5 Mds) à moins de 1% d'intérêt contre près de 200 Mds pour la France, premier emprunteur européen.

Heureuse conjoncture d'ailleurs puisque la raréfaction du papier allemand conduit les marchés à se reporter sur le papier français jugé de qualité presque équivalente, compte tenu de la solidité de son appareil fiscal et de son poids objectif dans la zone. Bonne aubaine souvent soulignée mais qui n'aura sans doute qu'un temps quand l'acte d'accusation contre la mollesse de la France se renforcera en obligeant à des mesures de redressement imposées voire à une amende cinglante ou encore quand l'Italie bien plus entreprenante à travers l'action de son jeune Premier ministre Renzi entend poursuivre sa réforme du droit du travail en terme de plus grande flexibilité et unification (une seul type de contrat) et en refusant de se faire dicter sa politique par la rue, malgré des manifestations

monstres. Un objectif ambitieux qui entend faciliter certes le licenciement mais en vue d'inciter les employeurs à embaucher des CDI. Le drame italien vient d'une précarité quasi généralisée, y compris dans la fonction publique où un pourcentage incroyable d'enseignants par exemple vit sans aucune stabilité, au point que c'est Bruxelles qui enjoint l'Italie à les recruter sur le statut de fonctionnaire **(cf. 5 fausses idées sur l'Europe qui continuent de prospérer en France)** *L'opinion du 10 avril 2014 et la presse du 12 décembre*

Un verdict accablant se retrouve à la fois dans la participation électorale des Européens, tous horizons confondus et dans le vote extrême, protestataire qui, par addition de sièges devient significatif mais sera en réalité inopérant dans les débats ou dans la production de la législation (pas de groupe constitué finalement en raison de cette dispersion hétéroclite des élus issus de ces votes nationaux). La France offre le spectacle désolant du pays en pointe dans l'envoi de députés d'extrême droite (le tiers de son quota!) et le double du contingent socialiste. Plus de 56% d'abstention en France encore en 2014, des sommets incroyables en Pologne même (77%) mais le maximum atteint 87% avec la Slovaquie, ce qui en dit long sur l'implication de ces nouveaux Etats issus de l'est dans la dynamique européenne. **L'Europe est d'abord malade de la désertion électorale générale** – ou du vote protestataire ou frontal- et du discrédit dont souffrent les éléments du Meccano européen mis en place. Un « machin » aussi étonnant et inintelligible que l'ONU vue à l'époque par le général de Gaulle. Hypocrisie d'ailleurs en même temps quand ces mêmes députés (plus d'une centaine) entendent vivre pleinement de cette enceinte européenne, avec des avantages et des rémunérations élevées.

Bruxelles rime en effet avec directives qui doivent être transposées dans le droit national et notre législation dépend dorénavant pour 75% de ces directives aussi minutieuses qu'insolites parfois, nées de l'imagination fertile de la technostructure. On veut faire notre bien, mais de loin, comme si un pouvoir tutélaire vaporeux et flou nous construisait notre bonheur...

MOINS DE TEXTES POUR LA « MACHINERIE ADMINISTRATIVE » ?

On ne sera pas étonné que « Juncker, nouveau président de la Commission, lance un grand ménage législatif en voulant réduire de 20% le nombre de textes européens », soit environ 80 actuellement sur les 415 directives, règlements ou recommandations qui attendent, souvent depuis des années sur le Bureau du Parlement européen. Seuls 22 textes nouveaux seront présentés en 2015 « et non pas des douzaines chaque année, comme sous l'ancien régime ». Et il faudra une poigne énergique pour exiger des directions générales qu'elles affichent la liste des textes à liquider.

Paradoxalement les députés comme les ONG deviennent frondeurs aussi car « ils vivent de la machinerie administrative et ils ont besoin de produire un texte pour exister. » Faut-il en effet que l'UE s'intéresse à l'encapsulation de l'huile d'olive ou encore le débit des chasses d'eau ? Il n'en reste pas moins que plusieurs items ne devraient pas être débattus en 2015 soit le recyclage comme la pureté de l'air, ou encore la protection des femmes enceintes au travail ou l'indemnisation des pollutions pétrolières. Certes des sujets utiles mais de moindre exigence immédiate par rapport à une liste de priorités comme un sujet devenu brûlant d'actualité et appelant objectivement des réponses d'urgence **« l'échange obligatoire d'informations fiscales sur les multinationales** (comme suite du scandale sur les cadeaux fiscaux consentis par le Luxembourg -LuxWeeks- voir plus loin), ou l'arsenal du plan d'investissements annoncé à plus de 300 Mds dit plan Juncker ou encore l'abrogation des frontières dans l'accès du grand public au numérique ».

Mais les Verts devraient continuer d'être activistes en s'indignant de telles reculades. L'équipe Barroso s'était en effet engagée sur une baisse de 40% des émissions européennes de CO2 d'ici à 2030 et la nouvelle Commission ne prévoit l'an prochain qu'une simple « communication » non contraignante. Ils dénoncent un saut dans « la déreglementation ». Faudrait-il conclure que sur cet enjeu clé, l'Europe tout entière n'est guère au rendez-vous, et n'a pas une position en pointe. Et d'ailleurs la décision récente de l'Allemagne -après le drame de Fukushima de 2011- de voir

décliner la part du nucléaire à l'horizon 2022 est un défi redoutable face au recours alternatif au charbon- lignite qui fut l'une des gloires de l'Allemagne de l'Est *La presse du 13 décembre 2014*

UNE EUROPE DEVENUE ALLEMANDE QUI FERAIT LA LECON AUX MAUVAIS ELEVES ?

UN CONSTAT SANS APPEL: SUPREMATIE ET RAYONNEMENT ALLEMAND. LA CHANCELIERE, POPULAIRE CHEZ ELLE AVEC 3 MANDATS SUCCESSIFS GERE LA CONDUITE D'UNE GRANDE COALITION MISE EN PLACE, ET EST VOLONTIERS VUE COMME REINE DE L'EUROPE. A LA CLE, INTRANSIGEANCE ET ARROGANCE ?

L'euro créé à un niveau « cher » [rappelons que la conversion majeure fut un euro pour 2 marks] fut une bénédiction pour les pays du Nord de l'Europe qui ont élargi ou conservé leur gamme de clients avec la même monnaie car le commerce extérieur se fait encore et toujours aux 2/3 avec les pays de la zone euro, ce que l'opinion perçoit mal et invalide toutes les critiques relatives à l'enjeu de compétitivité.

La robustesse de l'appareil industriel allemand, la qualité reconnue des produits Made in Germany -contrairement au contexte de fin 19è où cette appellation signifiait pour la GB la mise au pilori des produits allemands considérés comme plus médiocres et douteux-, produits aujourd'hui la plupart de forte valeur ajoutée ont été au centre de victoires commerciales de longue durée qui forcent l'admiration et alignent des succès impériaux, au point que ce sont les marques allemandes qui sont le symbole de l'invasion allemande dans l'automobile (des publicités en allemand non traduit- pas la peine, le client international a compris!, des slogans comme das auto, les essuie-glaces, c'est Bosh, des lignes à couper le souffle avec Audi, une accroche agressive avec Opel, une marque phare avec Porsche qui fournit avec peine ses clients car il y en a de nombreux etc), .

Méfiance française, animosité même quand le géant allemand Siemens prend pied dans la construction de rames ferroviaires pour l'Eurostar en emportant le marché contre Alstom, au grand mécontentement du pouvoir français, et la suspicion aujourd'hui entretenue contre ce grand voisin boulimique fait préférer une alliance avec l'américain General Electric (2014).

Il s'y ajoute une force de vente assise sur une multiplicité de fortes PME, souvent familiales, à 500 salariés en moyenne (300 000 seraient exportatrices contre à peine 100 000 en France) qui sont présentes en continu à l'étranger, à commencer par la Chine ou l'Inde. Un chômage qui objectivement a baissé vers 6% alors que la France atteint 11% douloureusement et n'en finit pas d'allonger les listes de sans emploi de longue durée.

Une gestion exemplaire de la réunification allemande, accomplie avec constance sur plusieurs décennies, certes coûteuse mais accompagnée d'une ouverture économique « solidaire » vers les pays de l'Europe de l'Est qui sont devenus des pôles d'usines à moindre coût du travail comme autant d'opportunités de démultiplier la force de frappe de l'appareil économique allemand. Les pôles de recherche et développement dans plusieurs villes de l'ex-RDA font par exemple merveille en exploitant la tradition industrielle de ces lander longtemps oubliés (la RDA perçue comme le monde de la lignite sale et de la traban): « Bénéficiant d'une tradition de recherche issue de la RDA et d'une main-d'oeuvre très qualifiée, la région de Dresde est l'un des plus importants centres technologiques en Europe. »

« 25 ans après la chute du Mur de Berlin, la Saxe s'est muée en « Silicon Saxony » notamment dans l'industrie solaire et d'optique, avec une implantation réussie d'une usine de la nouvelle génération de microprocesseurs par Siemens dès 1993, relayée par une foule de fournisseurs locaux (palette d'activités de recherche avec des centres mondialement connus comme Max-Planck, et une articulation de centres allant de l'électronique aux biotechnologies). La ville d'Iena reste illustre depuis 1846 avec l'atelier de Karl Zeiss, pionnier en matière d'objectif photo et de microscope et a

conservé un haut niveau technologique, avec une collaboration exemplaire entre ingénieurs, universitaires et ouvriers. Les mécomptes de l'économie planifiée et des lourdeurs bureaucratiques ont été manifestement surmontés. Les qualités légendaires prussiennes ont fait le reste. La RFA unifiée reste bien un pays du nord *L'Opinion du 7 novembre 2014*.

Comment peut-on être satisfait de l'Europe, de cette situation dévastée et du chômage de masse qui approche 23 ou 25 millions de personnes dans cette région du monde et offre le spectacle de presque la moitié de jeunes en recherche d'emploi dans beaucoup de pays -et 25% en France, constat qui alimente le désenchantement général?

Comment se satisfaire que **la France continue de détruire des emplois** (plus de 55 000 postes entre juillet et septembre 2014 principalement dans le secteur marchand, du jamais-vu depuis le milieu de l'année 2009) ? La population active salariée, alors que la population française a évidemment augmenté, est retombée, avec 15,82 millions, à son niveau de 2004, dix ans en arrière! *Le Figaro économie du 11 décembre 2014*. Les Français restent de plus en plus longtemps au chômage et les chances de s'en sortir sont de plus en plus minces (le chômage de longue durée devient en partie irréversible. « Le marché du travail est structurellement malade » déclare ce professeur à l'ENSAE. Le temps de réaction des mesures gouvernementales est long (exemple pour le récent CICE et le pacte dit de responsabilité qui n'ont produit qu'un impact limité après un an. Une politique d'aide à l'emploi, malheureusement, se mesure sur plusieurs années -relayée par une politique de formation dynamique qui a besoin en France d'être totalement refondue-, et surtout s'appuie sur un climat de confiance chez les entrepreneurs, peu favorable actuellement en raison d'une pression fiscale évidente.

Comment ne pas percevoir la réactivité moindre de la superstructure européenne face aux qualités de rebond de l'Amérique (**la fameuse résilience, repartir après l'échec, retrouver l'énergie ou les ressorts nécessaires pour engager une nouvelle étape**) qui retrouve aujourd'hui une pente de croissance supérieure à +3% (fin 2014), qui a régénéré son industrie automobile, alors qu'on parle à demi-mots de récession en Europe comme de déflation -un mot craint comme la peste- et en tout cas de croissance nulle ou quasiment en France sur plusieurs trimestres ? Or les économistes s'accordent à estimer un besoin de croissance de 1,5% pour que l'emploi reparte de manière significative et que le système soit créateur net d'emplois.

On en est loin et le retour à l'emploi en France est digne d'un travail de fée bienveillante alors que les termes de déficit public et de dette résonnent comme des cauchemars annuels qui empêchent, en tout état de cause, une relance par la dépense publique qui, idéologiquement n'est plus dans l'air du temps (même le levier des emplois aidés est de faible portée).

La jeune génération est étrangère à ce motif de fond de PAIX qui a réuni des peuples en guerre depuis des décennies (France-Allemagne) et mis fin à une conflagration générale.

Processus qui a arrimé à juste titre dès 1972 la GB, grand pays victorieux en 1945 tout comme les Etat du Sud et c'était indispensable (Espagne et Portugal en ont fortement bénéficié), même si la Grèce ponctuellement n'aurait jamais dû intégrer la zone euro dès le début, avec ses comptes nationaux trafiqués, son absence incroyable de fiabilité fiscale et son refus séculaire de cadastre, ses paiements systématiques en numéraire, son aptitude à la fraude en tout genre et last but not least, un personnel politique établi et corrompu qui fait la une des journaux satiriques -y compris le nouveau Parti d'extrême droite qui présente des aspects mafieux rebutants et a provoqué de solides enquêtes judiciaires. « Elle est montée dans le train de l'euro sans avoir son billet et on a fermé les yeux ».

Certes, mais ce n'est pas le seul pays européen et l'Italie voisine ne manque pas de recueillir des critiques sévères avec ses trafics divers et ses mafias actives comme la fameuse Camorra à Naples qui s'est spécialisée dans l'enfouissement de déchets hospitaliers évidemment toxiques, recouverts ensuite de terre végétale ! On apprend que des circuits viennent du Piémont et que le Nord

intoxique le Sud. Le dossier gigantesque de la confortation de la lagune de Venise avait révélé pareillement une corruption à grande échelle, impliquant des dizaines de politiciens- mot détestable qui est pertinent ici.

Le clou du clou de cette déliquescence en cette fin 2014 vient des révélations lâchées sur le dossier explosif concernant la ville de Rome (le Capitole) -voir plus loin- parfaitement investie par la mafia dans ses arcanes les plus secrètes, pour tous les projets d'investissement et les actions publiques impliquant des contrats. Le nombre d'hommes politiques appointés tout comme des fonctionnaires révèle une administration véritablement gangrenée de l'intérieur, chacun des acteurs ayant un prix pour ce qu'il apporte comme « affaires ». Des dizaines d'arrestations sont en cours et le maire de la précédente période a été mis en examen pour corruption passive et même connivence présumée, en attendant la suite des investigations. « **Mafia capitale** »: la corruption gangrène Rome. Une structure mafieuse mêlant politiques, structures publiques et groupes d'extrême droite vampirise l'économie romaine. Les mafias ont changé, elles n'ont plus besoin de recourir à la violence pour créer de l'assujettissement » *L'Opinion du 8 décembre 2014*

Mauvais élève donc également qu'est l'Italie vilipendée par le grand auteur d'investigation Roberto Saviano pour la parution courageuse de Gomorra immédiatement best-seller (voyage au fin fond des pratiques de la Camorra napolitaine), ce qui l'a conduit à vivre dans la clandestinité, poursuivi par la vindicte de la mafia qui a mis un contrat sur lui. Il a pourtant récidivé avec un ouvrage récent sur les circuits de la cocaïne, architecture d'activités très active en Italie (2014). Le cynisme et l'ingéniosité de cette délinquance en col blanc sont ici réunis pour rappeler les méfaits de cette descente aux enfers à laquelle tant de jeunes succombent.

Un pays qui cultive pourtant un isolationnisme marqué: la NORVEGE, petit pays de 5 Mhab seulement, riche de sa pêche et du pétrole off shore, à l'écart de l'UE même s'il est dans l'espace Schengen. Un destin privilégié qui l'a écarté des enjeux européens -et c'est sans doute regrettable, aux côtés d'une Finlande pleinement européenne (UE et zone euro) et Suède (refusant par deux fois l'entrée en zone euro). La richesse norvégienne est devenue légendaire avec la création originale d'un Fonds d'investissement, le plus important au monde, assis sur les recettes pétrolières doté de plus de 660 Mds€ d'actifs (un gain cette année de 23 Mds€) et placés en actions, obligations et immobilier. Stratégie volontariste cultivant les sociétés éthiques réexaminées chaque année, provoquant parfois des reventes sévères -et des chutes de cours boursier- quand l'excellence en matière de déontologie et d'engagements éthiques n'est pas ou plus au rendez-vous (exemple pour le groupe TOTAL critiqué un temps pour son implication au sens de connivence avec le régime militaire de Birmanie et mis au ban des placements). *Le Figaro Economie du 21 août 2014*

2. UNE MULTITUDE D'ACTEURS DISPARATES aux objectifs singulièrement divergents voire contradictoires: les cultures nationales faites de fierté et de particularismes (exemple de l'ingéniosité fiscale ou de pratiques claniques voire mafieuses) en sont largement responsables

EXEMPLE, LA GRECE, UN SACRE CACTUS

Les 3 plans de rigueur imposés par la Troïka emmenée par le FMI, avec des gestes généreux comme l'annulation de 80 Mds de dette par le secteur bancaire privé et une aide supérieure à 100 Mds, ont toutefois montré la bonne volonté globale des Grecs de revenir vers une dynamique plus vertueuse, malgré le recul d'environ 35% du PIB et la baisse évidente de pouvoir d'achat. Faut-il s'engager inexorablement dans une sortie de l'euro pour eux -ils ne pèsent que 3% du PIB européen- avec à la clé la fuite des capitaux -déjà engagée- une dévaluation probable de près de 40% et ruine et perte d'espoir pour toute une génération? Ce serait là le verdict de la construction européenne constaté pour ce pays qui a trompé ses partenaires ? Impensable comme a été improbable l'éjection pure et simple de cette Chypre peu transparente et peu vertueuse qui a connu sa crise financière sérieuse

(proche de la banqueroute de l'Etat).. et qui s'indignait pourtant de la contribution solidaire demandée aux comptes bancaires importants privés (au-dessus de 100 000€, somme peu commune dans l'espace européen) de cotiser au règlement de la dette.

La Grèce a été sortie de l'ornière en 2011-2012 (un déficit public monté à plus de 11% du PIB) au prix d'une crise sociale et politique sérieuse (un parti d'extrême droite à plus de 12%), avec des maladresses insensées de l'ancien Premier ministre socialiste Papandreou- un homme moulé par les pratiques occidentales dues à sa vie professionnelle à l'étranger- et qui a découvert avec effroi les moeurs irresponsables de ses concitoyens. Son initiative de relever par trois fois la TVA aux fins de rentrées fiscales a eu l'effet strictement inverse en multipliant les paiements en numéraire. Des réformes courageuses ont été lancées incontestablement mais la fragilité reste présente et l'extrême-gauche, très remontée contre la démarche d'austérité, soutenue par une opinion exaspérée et exsangue -une visite récente de Mme Merkel à Athènes a été protégée par plus de 7000 policiers, c'est dire la mesure de la popularité de « l'aide allemand fauteur d'austérité-, pourrait prendre une revanche lors de prochaines élections générales si la coalition actuelle de centre-droit échoue à faire triompher son candidat à l'élection présidentielle provoquée actuellement: **« la Grèce devrait accepter d'être sous tutelle six mois de plus »** *Le figaro économie du 8 décembre 2014*. Un nouveau plan d'aide se profile pour 2015 mais est encore en suspens (1,8 Md) même si les chiffres macroéconomiques sont au vert avec 1% de croissance en 2014, supérieur aux attentes. Car les taux d'emprunt sur les marchés sont remontés à 8%, niveau intolérable pour alimenter les besoins de l'Etat

HYPOCRISIE PARTAGÉE, Y COMPRIS EN AUTRICHE, longtemps plaque tournante entre ouest et Est depuis 1945 (26 comptes bancaires pour 8 millions d'hab) LIECHTENSTEIN, PAYS-BAS ET LUXEMBOURG ce qui met le nouveau Président longtemps Premier ministre de son pays en situation délicate (le dernier scandale des opportunités d'offres de forfait fiscal pour de grands groupes internationaux qui déposent tranquillement un dossier)

LUXEMBOURG:

« enfin ce petit pays apparut sur les écrans » (suite à un vol de dossiers explosifs de plusieurs dizaines de milliers de pages mis en ligne et commentés, et une fois encore une dénonciation de grande envergure).

« La disgrâce du Luxembourg » *Le Monde du 10 décembre 2014*. **Le scandale LuxLeaks, un système d'évasion fiscale au profit des multinationales, a ébranlé le Grand-Duché. Les Luxembourgeois comme les milieux d'affaires, savent bien qu'il faudra changer les pratiques pour sauver l'essentiel.**

Indécence évidemment, déloyauté et injustices notoires au moins en terme de retour fiscal attendu par des pays voisins en obligeant le Grand Duché à une attitude plus modeste et prudente, sinon un acte de contrition. « Le Luxembourg suspend la conclusion des contrats dits de tax ruling, fort avantageux pour les multinationales avant le vote d'une nouvelle loi en 2015 » (*la presse du 19 novembre 2014*). Et ailleurs, « Luxembourg essaie de se dépêtrer de ce dossier délicat qui est qualifié de piège pour le pouvoir et a ouvert également une crise politique » alors que l'ancien premier ministre pendant près de 20 ans, devenu président de la Commission, confirme n'intervenir en rien dans les futures procédures de contrôle et d'examen des situations visées par les informations diffusées par les enquêteurs d'une presse enfin curieuse- mais l'intéressé reste poursuivi- qui diffuse une information forte de milliers de pages (LuxWeeks), comme elle l'avait fait efficacement pour les écoutes téléphoniques planétaires de la CIA ou les listings des clients des paradis fiscaux et autres places « accommodantes ».

Le dossier reste étonnant de cynisme tranquille sur cette pratique de tax rulings « qui fait partie de notre patrimoine et nous voulons la perpétuer dans le respect des règles ». En tout cas des milliards de recettes fiscales évaporées grâce à des accords fiscaux secrets entre le Luxembourg et plus de

300 multinationales, autant de stars de l'économie mondiale, beaucoup américaines mais aussi suédoise (Ikea) ou encore Deutsche Bank ou Crédit Agricole et Axa dans leur gestion de fonds d'investissement. Hypocrisie complète quand le taux d'IS officiellement affiché par cet Etat est de 29% et qu'il existe en théorie un impôt sur la fortune concernant les sociétés. Ce taux privilégié obtenu de quelques pour cent voire nul correspond à autant d'avantages ou exonérations et à autant de niches fiscales, toutes légales (exemple du recours au régime de holding avantageux, les Soparfi qui permettent de ne payer aucun impôt sur les revenus provenant des filiales à l'étranger, comme dans l'utilisation des brevets et des marques). Indécent. (*dossier Le Monde du 7 novembre 2014*)

Quand ce n'est pas la SUISSE (encore en novembre 2014) dont telle banque éminente HSBC Private Bank, filiale suisse du géant bancaire européen HSBC dont le nom résonne fortement sur HongKong-Shanghai- qui démarché activement les grandes fortunes européennes pour les attirer sur des comptes étrangers, ou encore est poursuivie par un juge belge pour blanchiment et fraude fiscale au profit de courtiers et riches diamantaires aux fins d'évasion de fortunes dans des places financières sur des sociétés off shore aux îles Vierges et à Panama. L'accusation est sans appel: elle est soupçonnée « d'avoir sciemment favorisé et encouragé la fraude fiscale en mettant à disposition de ses clients privilégiés des sociétés off shore n'ayant aucune activité économique et n'ayant comme seul but de dissimuler les avoirs des clients ».

Une population suisse par referendum qui vient de refuser par ailleurs l'abrogation de la loi permettant le forfait fiscal d'étrangers fortunés dont par exemple des hommes d'affaires comme l'ancien dirigeant démissionné de Vinci Zaccarias, en délicatesse avec son ancienne maison, de nombreux grands chanteurs et sportifs français- tous les membres de l'équipe de France de tennis ou presque- qui ne peuvent prétendre à être des modèles de citoyenneté (5700 européens concernés)! Au nom de la défense de l'emploi suisse et de la perte de chiffre d'affaires qui porterait sur de nombreux secteurs économiques... Deux poids, deux mesures; diront certains. Selon que vous serez puissant ou misérable ...Les différents cantons (francophones) semblent aller vers cette abrogation mais la zone est de la Suisse est plus imperméable encore, avec le canton de Zoug par exemple, temple du secret bancaire et des domiciliations discrètes de sociétés internationales -un bon exemple avec North-Stream pour la construction et la gestion de l'oléoduc germano-russe de la mer Baltique, et du mutisme face à toutes les questions

HYPOCRISIE ENCORE AVEC MONACO, petit Etat de 30 000 citoyens peu imposés et principauté originale depuis 1612 dont la souveraineté réside dans la personne du Prince qui exerce concrètement le pouvoir. Une démocratie en même temps singulière avec une liste de droits fondamentaux énoncés en 1911 dans la Constitution dont la garantie a été attribuée à un Tribunal suprême parfaitement indépendant comme l'est la Justice- en charge d'assurer la constitutionnalité des lois pour la première fois au monde et devenu en 1962 le Juge administratif de tout texte même des ordonnances du Prince. Voilà un Etat certes nettement mieux surveillé au plan des circuits financiers délinquants dans lesquels il s'est illustré, mais qui reste un relais de privilèges fiscaux insolite et anormal (privilège fiscal concernant le club de Ligue 1 de football y compris pour la fameuse taxation à 75% des revenus supérieurs à 1 M€ dont les joueurs sont exemptés).

L'exemple de ces nouveaux acteurs milliardaires, **ici le nouveau propriétaire du club AS Monaco** est révélateur de la façon dont les plus riches, comme ici l'oligarque russe Dmitry Rybolovlev, exercent leur influence. Ce dernier a mis la main en 2011 à peu de frais sur un club en perdition financière (1 euro symbolique) pour le relancer avec bonheur, sans compter, en misant sur l'achat de nouveaux joueurs. Bonne illustration de ces oligarques actifs en 1995 pour développer une entreprise locale dédiée au potasse destinée aux engrais (une zone inouïe dans les potentialités), puis en prendre le contrôle en créant une grosse entreprise russe d'engrais potassique. Une réussite

brillante générant des envieux, avant d'être incité fermement par le pouvoir à lâcher cette perle, cédée pour plus de 5 Mds à un autre oligarque proche du Kremlin. Encore riche et libéré des contraintes détestables de ses compatriotes, il met le cap sur l'Europe de l'ouest en 2010 et s'enracine sur la côte méditerranéenne avec l'espoir d'obtenir la nationalité monégasque accordée discrétionnairement par le Prince à des bienfaiteurs méritants, histoire de se mettre encore davantage à l'abri de mécomptes.

Froid, impassible, éloigné des instances françaises comme des fêtes tapageuses, amateur de tableaux de maître comme sa collection de Picasso, il fait fructifier sa fortune estimée à 7 Mds€, achète les meilleures palaces et chalets en Suisse, à Monaco, à Hawaï où il aime surfer, en Floride ou en Grèce avec le rachat de l'ancienne île Skorpis de l'armateur Onassis à sa fille, affiche un train de vie impressionnant (un yacht à 100 Millions\$) et gère actuellement un divorce délicat. C'est cette occurrence qui fait dévoiler les tensions financières entre le couple et les subtilités dans la répartition géographique de sa fortune et la diversité de montages financiers opaques. « En 2005, il a transféré 90% de sa fortune dans des trusts chypriotes qui sont des faux-nez, à l'insu de sa femme » selon l'avocat de l'épouse qui entend obtenir la moitié de ses biens. La réplique vient cinglante et en même temps cynique: sa femme était au courant et « les trusts sont indépendants et quelque chose de courant chez les détenteurs de grandes fortunes pour organiser leur succession et protéger leur patrimoine ». Fermez le ban. (*Challenges du 29 août 2013*)

ET ENCORE AVEC L'ITALIE, temple des mafias et de la corruption en grand comme en témoigne encore une cruelle actualité annoncée plus haut qui s'annonce comme un cauchemar: « Politiciens, policiers, fonctionnaires, truands, c'est tout un système mafieux qui a été mis à jour cette semaine à Rome ». (*La presse du 6 décembre 2014 avec l'exemple du Figaro La pieuvre étrangle la capitale italienne*). Des listes d'industriels rançonnés, des tarifs de corruption par fonctionnaire ou élu, des alternatives bien comprises: «les immigrés rapportent gros. Les centres d'accueil perçoivent 42 euros par jour pour chacun d'eux, 80 pour chaque mineur. Une véritable aubaine pour le responsable de la « coopérative sociale 29 juin » qui a fait main basse sur une partie des fonds jusqu'à 5 M€ par mois. « De quoi te plains tu ? Les immigrés nous rapportent plus que la drogue » énonce l'un des responsables à l'un de ses contacts. On a trouvé dans un coffre fort dissimulé dans un mur de la maison d'un jardinier de la mairie 570 000 euros et ailleurs des trésors pour plus de 200 millions. Effarant de devoir découvrir -également en raison de dénonciations suite à frustration ou jalousie, une masse de fonctionnaires mis en cause et neutralisés pour fait de corruption. Les liens entre police et cercles mafieux sont devenus un enjeu majeur de reprise vertueuse de la paix publique et de l'ordre républicain. Quant à l'ex-terroriste d'extrême droite et truand Carminati maintenant arrêté, il se proclamait « roi de Rome » et se disait intouchable comme Jésus Christ. Il avait multiplié les investissements immobiliers aux Bahamas et cultivait avec soin la liste des industriels rançonnés dans son affaire de business prospère. Il projetait l'acquisition d'un immeuble de prestige dans le quartier huppé de Notting Hill de Londres.

CONSTAT IMPLACABLE: LA FAIBLESSE DES ETATS

« **Comment les multinationales ont pris le pouvoir** » selon l'essayiste américaine Susan George qui les appelle usurpateurs et dénonce dans son livre la mainmise des entreprises transnationales sur les échanges mondiaux, hors de tout contrôle, surtout pas celui des politiques confinés à l'impuissance. Sans verser dans l'admiration pour la presse de *Marianne (17 octobre 2014)* on est obligé de se rendre à l'évidence de cette pression énorme de puissances d'argent qui peuvent déstabiliser n'importe quel Etat et s'imposent même devant les pouvoirs régionaux et en sapant les bases de souveraineté de tout Etat. Le constat vaut pour les USA où les lobbys sont particulièrement puissants (secteurs bancaire ou de la santé). Les sous titres de cette étude sont édifiants: menace planétaire, le plus puissant lobby la santé, qui a tenté de torpiller les initiatives d'Obama en la

matière au nom de la sacro-sainte liberté d'agir, un lobby à 5 Mds dans le domaine financier pour se débarrasser d'une douzaine de lois des années 30 et empêcher la séparation des activités de dépôt et des banques d'investissement, le jeu de 1318 méga-entreprises qui sont connectées en moyenne à 20 autres, le recours à de faux témoignages lors de Congrès professionnels, l'exemple de Nestlé qui espionne, le jeu des 140 fondations qui sont les championnes du négationnisme climatique et enfin les attentes du fameux traité transatlantique entre l'Amérique du Nord et l'UE valant pour 40% du commerce mondial. Il devrait se doter d'un conseil de coopération en matière de réglementation et 'il prendra en charge toutes les réglementations actuelles ou futures dont le traité n'est pas encore en mesure de se charger. Une instance susceptible de devenir aussi puissante juridiquement qui saura garder l'écoute des intérêts privés. Une instance présentée comme technique mais en réalité éminemment politique.

Edifiant, le tout sous la fêrule bienveillante du *Forum économique mondial de Davos* en Suisse, institution honorable qui réunit les plus grands acteurs de la planète qui entend prendre la relève des Etats dès lors qu'ils sont hésitants ou défaillants car le secteur privé peut bien faire et plus vite à la place du public. Les 46 conseils de l'agenda mondial mis en place ont en charge notamment de consolider le système monétaire et financier international. Une somme de liens entre partenaires du « multipartie-prenantisme ». Cette expression étonnante est en train de s'imposer dans le jargon international et le mot « partenariat » équivaut en réalité à annexion.

Que pèse sérieusement l'UE perpétuellement divisée face aux géants Apple, Facebook, Siemens, General Electric, ou Nestlé en compagnie de CocaCola ou Pepsi Co et des monstres bancaires au premier rang desquels HSBC dont le dirigeant a rejoint son bureau délocalisé à HongKong. Nos géants Total, LVMH, Areva ou EDF de par leurs intérêts internationaux ne sont pas en reste.

3. UNE CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE A ETAGES OU A PLOTS, massive et quasiment inintelligible, à commencer par le Parlement qui voit défiler des centaines de décisions et arbitrages par an et a au maximum 2 mn pour s'exprimer par individu avant le vote électronique où il faut éviter dans la précipitation de se tromper (plus de 750 députés, 751 exactement!). Certes le travail en commission est souvent de qualité mais l'accroche avec les préoccupations quotidiennes des citoyens est bien lointaine. Surtout le rendu de ces décisions, leur impact concret, le besoin d'évaluation dans la durée sont loin de faire l'unanimité, à supposé que ces démarches d'évaluation soient mises en oeuvre et débouchent sur une exploitation médiatisée.

Une faiblesse notable dans le mode de scrutin de liste donc dépendant des choix des partis, par grandes régions inintelligibles pour l'électeur (en France). Beaucoup de candidats en tête de liste qui sont des recalés des élections nationales, et pas toujours des personnalités ni brillantes ni vraiment impliquées dans les enjeux européens. Il a fallu batailler pour maintenir les députés sortants les plus méritants- et reconnus- en bonne place pour qu'ils soient reconduits. Le PS a fait la place en n° 1 d'un ancien syndicaliste CFDT qui avait rayonné en quelque sorte lors du conflit de Florange (Lorraine). Ce faisant, la n°2 excellente députée sortante, au grand professionnalisme pour tout le monde, n'a pas été finalement reconduite compte tenu du score décevant de la gauche.

Une Commission à 27 puis 28 pour faire plaisir à tous les pays membres et le choix de beaucoup de faibles personnalités dans le passé. Un Président à la personnalité pâle ou en retrait, justement pour cultiver un consensus fade (petit pays comme le Portugal avec la désignation de Manuel Barroso dont le dernier discours a été à peine salué, chacun lui souhaitant bonne retraite). Dorénavant c'est le Luxembourg avec JC Juncker, un bon routier des arcanes européennes et autres cercles de pouvoir, vieux de la vieille génération et fin diplomate: il aura du travail mais ce n'est pas une personnalité neuve, même s'il est reconnu solide et pertinent pour le poste ! Un avantage indéniable aujourd'hui: il est le désigné par le parti vainqueur des élections (PPE) et c'est en cela

qu'on peut dire qu'il est l'émanation du vote démocratique.

Obsession longtemps des dirigeants européens surtout Mme Merkel et Nicolas Sarkozy: ne pas choisir de trop fortes personnalités susceptibles de faire de l'ombre, le pouvoir devant rester au politique et plus encore au tandem F-Allemagne. Oui, mais alors pourquoi une Présidence, pourquoi un ou une ministre des Affaires étrangères. Aujourd'hui c'est une italienne active et prometteuse mais fort jeune et avec peu d'expérience du monde et des canons diplomatiques (quelques mois seulement comme ministre des Affaires étrangères

Echec passé le plus patent et dont l'UE n'est pas sortie grandie: la britannique Mme Ashton pour camper la volonté nouvelle de « personnalité » diplomatique de cette Europe qui a très peu parlé depuis des années et/ou trop mollement. Mais elle n'avait d'ailleurs pas la logistique pour ce faire et pas la caution des Grands pour parler haut et fort. Le secrétaire d'Etat américain de son côté est pleinement représentatif de son gouvernement et parle pour le Président (à ce titre l'ancienne titulaire Mme Clinton a acquis une crédibilité incontestable y compris chez ses concitoyens, ce qui la servira dans la course à la Maison Blanche).

La nouvelle Commission présidée par M. Juncker a été volontiers qualifiée de celle de la « dernière chance », compte tenu de la désaffection de l'opinion face à l'Europe, soulignant le défi de désaffection actuelle et la nécessité de regagner en « amour » et considération.

Apparemment un ensemble de plus forts caractères chez les personnalités désignées (anciens premiers ministres ou ministres), davantage de femmes, des espoirs pour des profils jeunes aux Affaires étrangères ou issus des petits pays. Un pack sans doute plus intéressant qu'avant et qui devra montrer de la détermination.

Une bataille de postes, des équilibres douteux ou forcés, perçus à contre-emploi compte tenu de l'importance des combinaisons issues des désignations au départ des pays (M. Moscovici pour la France qui surveillera la bonne suite des plans de « rigueur » de son propre pays et son retour vertueux dans les clous de Maastricht, un profil certainement intelligent et talentueux mais qui sera marqué par deux adjoints pointilleux qui surveilleront la loyauté de ses engagements en tant que Commissaire. Ou encore le représentant hongrois désigné pour la Culture, ancien ministre de la Justice: « une insulte » pour certains qui y voient le pire des choix concernant un pays dont le dirigeant pratique la méthode musclée cultivant la gloire magyar et n'a guère de penchants humanistes, en verrouillant presse, justice justement et même Cour constitutionnelle ?)

Un sous-dossier clé: le couple France-Allemagne qui s'est fortement distendu et ne se comprend pas ou plus (à cause et par-delà l'appartenance des deux dirigeants à des formations politiques opposées)

Mais surtout le couple franco-allemand s'est distendu et les relations interpersonnelles entre dirigeants sont plus froides voire suspicieuses ou en tout cas moins expansives que lors du précédent quinquennat. Et d'ailleurs Mme Merkel n'avait pas caché ses préférences lors des élections françaises. Or ce couple est la pierre angulaire de tout l'édifice (40% du PIB européen de la zone à eux deux) et les divergences entre eux -la France est le maillon faible- sont d'autant plus problématiques que l'Italie en n°3 est revenue à une situation critique quant à ses déficits et qu'elle a pris le parti de la France pour des solutions de compromis mou sinon d'attentisme.

L'analyse de ce professeur d'Economie européenne à Sciences Po, Alomar est éclairante par son argumentaire sur « **un couple qui ne se comprend plus** » (*Les Echos du 20 juin 2014*) avec plusieurs lignes de fracture et le poids de langues différentes. La France pense macroéconomie alors que l'Allemagne parle aux entreprises et que les pouvoirs publics en sont plus proches. La France se préoccupe de « champions nationaux » -certes réels et puissants- mais qui cachent la forêt de PME et TPE souvent méconnues et aux abois. La France soutient une logique keynésienne appuyée sur la demande alors que la RFA joue le long terme: les profits d'aujourd'hui sont les investissements de

demain et les emplois d'après demain (Helmut Schmidt, ancien chancelier socialiste!). La RFA enfin se sent à l'aise avec le droit européen, dépolitisé alors que la France joue la carte du politique. Deux approches difficilement conciliables entre deux peuples du nord et du sud. « Une conclusion émerge: l'Allemagne parle une langue, celle de sa doctrine, l'ordolibéralisme. La France n'a pas de doctrine économique mais des revendications, inaudibles outre-Rhin. Si la France et l'Allemagne veulent sauver l'Europe, elles doivent enfin parler la même langue ». Verdict pas vraiment en faveur de la France qui cultive en son sein une défiance et une propension à la jalousie pour le succès, bien analysées par les économistes ! La France a un fond jacobin et même Montagnard propre à 1793...

4. CERTES UNE MARCHE EN AVANT, ETALEE SUR PLUSIEURS DECENNIES mais rapide, trop rapide avec un nombre devenu ingérable de pays obligeant par exemple à un travail effarant de traduction et un besoin imposant d'interprètes dont beaucoup partent actuellement en retraite. Les nouveaux venus l'ont été en 2004 puis 2007 issus de l'Est, bénéficiant de l'espace Schengen, avec une masse de pays hétérogènes dans leur développement – niveau de vie et pouvoir d'achat- mode de vie et pratiques démocratiques. Des choix inégaux, heureux comme la Pologne ou l'ex Tchécoslovaquie, moins heureux avec la Hongrie indomptable et agressive ou le bloc Roumanie-Bulgarie dont les réseaux mafieux sont efficaces dans toute l'Europe de l'ouest et qui sont heureux de voir rayonner en Europe occidentale leurs populations Rom -lesquelles en ont le droit- qui devient un enjeu singulièrement problématique. La coopération entre les polices et les justices ne sont pas simples et elles prennent du temps.

Comment ne pas être étonné de la suspicion, de l'aversion même vers cette tour de Babel technocratique de Bruxelles aux fonctionnaires privilégiés fiscalement, tout comme les Commissaires d'ailleurs (rémunérés 24 000€/mois), de ces directions générales imposantes qui font en réalité quasiment la loi, des lobbys omniprésents, de cette masse de paperasse qui circule partout, des rumeurs et chuchotements rendant impossibles la moindre confiance, immédiatement relayée par les réseaux sociaux.

Un talon d'Achille évident a été souligné sur la communication inaudible, insincère, pauvre ou même hypocrite. Le nouveau président Juncker veut que les Commissaires s'impliquent davantage en prenant leurs responsabilités et endossent leur communication. On les verra à l'oeuvre, en espérant éviter les dégâts de la confusion, des contradictions et des mauvaises interprétations.

5. DISPARITES INSOLITES, PANORAMA HETEROCLITE DE PAYS A L'HISTOIRE BOUSCULEE, aux traditions souvent séparatistes voire délinquantes (cf l'écho donné au mot patriotisme économique), des tensions voire sources d'opposition intactes et/ou restées vives (Chypre divisée, Malte, Luxembourg et son rôle dans la conciliation fiscale, les 4 mafias à l'oeuvre en Italie correspondant à une main-basse sur quatre grandes régions italiennes du sud dont la Sicile et la Calabre, une GB arrogante et isolationniste, quasi provocatrice par moments, une France qui n'en finit pas de biaiser, de finasser, de repousser à plus tard des réformes de fond.

La Croatie a ouvert la porte de l'UE mais le dossier yougoslave est bien difficile à dénouer avec un souvenir douloureux de cette guerre de 1992 qui n'a pas grandi l'Europe tout comme l'ONU, les Casques bleus notamment néerlandais réduits à l'impuissance, avec des massacres interconfessionnels insensés y compris dans des enclaves en Bosnie où l'exécution de milliers de musulmans a provoqué des charniers immenses malgré la présence de troupes de l'ONU figées dans une posture de neutralité (inacceptable) et contrairement aux promesses d'un général français venu sur place et les assurant de sauver leur vie (Goradzé, Sebrenitsa.)

Les Etats baltes sont devenus bien arrimés à l'UE, quoique dépendant fortement du gaz russe, mais

leur démographie déjà faible est inquiétante -départ de la jeunesse vers l'Ouest, comme leur modestie sont de sérieux handicaps même s'ils ont quitté définitivement l'orbite russe, au plan politique comme idéologique. Qui se soucie en réalité d'eux et de leur destin ?

Un gouvernement européen peu lisible sur la scène internationale: les chefs d'Etat certes à titre individuel, mais aussi le Président du Conseil de l'Europe. Or quel souvenir laisse le Président depuis M. Von Ruyter. Jamais la boutade fameuse du secrétaire d'Etat américain H. Kissinger n'a été si vraie encore aujourd'hui où les pôles de communication et les relais de pouvoir se diversifient: **L'Europe, quel numéro de téléphone ?** Alors que chacun sait où est la Maison Blanche, le Kremlin ou encore le pouvoir central des 7 membres du comité permanent du Comité central du PCC à Pékin, aréopage dirigé par le Président de la Chine également secrétaire général du PCC qui concentre un pouvoir sans égal depuis Mao. Le centre de gravité est-il vraiment à Bruxelles alors que d'autres le voient innocemment à la BCE dont on attend tout ou encore Berlin, grande gagnante et distributrice de bons points. Mme Merkel, reine de l'Europe, à la manoeuvre à la tête d'une grande coalition et auréolée en outre d'une appréciable indice de popularité chez ses compatriotes. On est loin de la situation française.

6. UNE RELLE DIFFICULTE A AFFICHER UN DISCOURS ET UNE POSTURE CLAIRE face au monde et devant les autres partenaires « régionaux » sur quasiment tous les sujets clé. L'Europe se met encore trop dans le sillage des USA (exemple de la discussion suspectée « inégale » en cours du dossier de l'accord commercial transatlantique), impact de sa puissance dominante sur les circuits bancaires et financiers mais aussi par le relais de l'OTAN où la France a réintégré le commandement intégré

L'Europe est encore un pôle second face aux USA alors qu'elle réunit presque 30% du PIB mondial. Elle risque de le devenir face à la Chine, comme l'atteste déjà la posture séparatiste ou individualiste de la RFA qui entend protéger ses flux commerciaux en refusant des mesures de rétorsion tarifaire ou en contingentement qui sont jugées vexatoires... L'Europe ne sait pas encore jouer collectif.

L'Europe a pris de plein fouet la crise immobilière puis bancaire puis financière de 2008 issue des USA dont elle n'était pas responsable (crise des crédits subprime) et l'a payé cher en terme de recul de croissance et d'endettement public à la clé. La suprématie américaine n'a pas faibli depuis cette époque et son arrogance non plus. Quand ils décident de différer l'application des nouvelles normes comptables prudentielles (motif invoqué: insuffisante préparation de leurs banques, on verra plus tard), c'est sans appel et les Européens suivent. Quand ils invoquent la violation de leur législation très unilatérale sur l'embargo de transactions bancaires en dollar contre certains pays mis au ban comme le Soudan, la banque BNP Paribas est sommée de venir s'expliquer et de payer une amende record de 7 Mds\$, comme d'ailleurs bien d'autres collègues prises dans les mêmes nasses. Le risque pris d'être interdit d'exercer la profession de banquier d'affaires aux USA est trop grand pour oser se mettre en travers.

*les Balkans, a priori l'affaire de l'Europe d'abord, un noeud de complexités et de tensions qui reste palpable, pour des pays à l'économie en développement et aux moeurs politiques claniques, qui cultive des réseaux mafieux actifs et est une plaque tournante de trafics en tout genre, y compris d'êtres humains (circuits de prostitution)

*Chypre divisée: la crise financière frontale qui illustre les dérives de cette île et ses potentialités mafieuses face à ses liens avec les oligarques russes, crise à peine résolue

*le drame syrien dont plus personne ne parle vraiment après plusieurs mois voire trimestres, ou en

parle avec fatalité ou résignation, après une posture de va-t-en guerre de septembre 2013, notamment de la France qui s'était alignée sur les USA. Mais ce ne fut qu'un temps ou qu'un feu de paille car la faiblesse de la présidence américaine (se réfugier derrière un vote préalable du Congrès) s'est répercutée comme faiblesse de l'UE d'autant plus que cette dernière était parfaitement désunie: on a laissé l'avantage à la Russie comme force de proposition pour initier la neutralisation et l'élimination des armes chimiques de la Syrie. Mais avec quelle fiabilité aujourd'hui ? Ont-elles toutes disparu ? Elles devaient être enterrées sur le territoire bulgare ? Au fond des eaux ? Tous les sites ont-ils bien été neutralisés ? L'armée syrienne bien équipée par la Russie- notamment l'aviation- multiplie en tout cas les raids contre les populations civiles avec des bombes artisanales entraînant des conséquences effroyables qui semblent laisser progressivement l'opinion européenne de marbre (plus de 200 000 morts à la fin 2014) : l'impuissance de fait de la communauté internationale, le relais implacable du veto russe , comme chinois, au Conseil de sécurité de l'ONU, et l'absence de discours tout court de la part de l'ONU font le reste

*au-delà, une posture face au destin des chrétiens d'Orient (l'Eglise catholique s'efforce d'être davantage présente et de témoigner mais au-delà ?): des décapitations d'Occidentaux comme s'il s'agissait de porcs, des chrétiens crucifiés, des femmes violées et emmenées en esclavage sexuel par des acheteurs ravis de l'aubaine selon une tarification distribuée selon les âges...Le Moyen Age, l'abjection qui va au-delà de la confrontation de modèles civilisationnels et rend ces comportements inacceptables.

De ce point de vue, la parution récente de l'ouvrage « Le livre noir de la situation des chrétiens dans le monde » sous la direction d'un évêque vient à point qui est, dans le même logique que celui par exemple sur le communisme, une prouesse remarquable d'esprit interconfessionnel en mêlant les analyses et témoignages de multiples hommes d'Eglise, philosophes et écrivains, sans animosité et avec un souci clinique de rendre compte de situations objectives. Le Pape n'a pas hésité à confirmer son inquiétude extrême sur une situation de persécution qui n'avait jamais atteint ce degré d'horreur et de systématisme depuis des siècles, même plus accusé que dans les premiers moments de la chrétienté.

*l'émergence de ce nouveau cancer Daech (Etat islamique) qui a pris tout le monde de court et apporte le risque de métastases comme au Nigeria avec la secte Boko Haram qui réclame son califat, dont le seul nom en dit long sur la perception qu'elle a du grand Satan occidental (l'éducation occidentale est un péché, est impie). D'où toutes les exactions, les enlèvements d'écolières, les assassinats et incendies d'églises et d'écoles etc.. Pourtant on en est maintenant à des attentats meurtriers contre des mosquées (la presse du début décembre 2014. Les islamistes radicaux, de véritables fous de Mahomet qui semblent déjà contrôler au nord est du Nigeria un territoire grand comme la Suisse, s'en prennent à des musulmans considérés comme modérés, trop modérés! Cette dérive fondamentaliste et folle intéresse-t-elle donc l'Occident et au premier chef l'Europe même si ces pays sont lointains, ailleurs ?

Référence utile avec cette analyse du Monde du 26 août 2014 « **Le monde désarmé face aux sociétés guerrières** ». Ce n'est plus l'Etat nation même autoritaire qui est la norme mais la religion radicalisée. « Le monde vire au gris. De la Mauritanie jusqu'aux confins de la Chine via tout le Moyen Orient, un épais nuage recouvre lentement mais assurément l'ensemble des Etats. Sur son passage, la tempête gomme les souverainetés, efface les frontières et détruit l'ordre établi. La désintégration totale et irréversible des Etats-nations n'y est plus une menace, c'est devenu une réalité. » On est loin des conséquences heureuses de la paix de Westphalie en 1648 avec deux traités, à la fin de guerre de Trente ans (grand succès de Mazarin) qui avait donné naissance à la souveraineté des Etats en Europe. On retombe aujourd'hui dans le borbier des temps médiévaux, de la violence sans fin au profit du plus fort, de la félonie, de la cruauté bestiale et des trahisons, et de l'absence de parole. Un but unique observé: distribuer la terreur et maintenir une pression

effrayante sur une population réduite à sa merci quand ce n'est pas en esclavage. Au nom d'une conception des textes sacrés obscurantistes et sans doute jamais lus. Mais on promet aux combattants la félicité sur terre comme au-delà.

Discours singulièrement inquiétant quand on pointe le Nigeria, doté de 175 millions hab, un géant à venir de l'Afrique (le vrai géant) avec son taux de fécondité encore de 5,7 qui est projeté à 440 M en 2050 et sans doute 700 en 2100. Une déstabilisation durable de ce géant aurait des conséquences catastrophiques pour toute l'Afrique de l'Ouest mais il faut s'en prendre aussi aux Etats en place. L'armée nigériane est bien équipée mais mal payée ni réellement encadrée. Les actes de corruption de la hiérarchie sont trop fréquents pour qu'on puisse parler de force crédible. Où se retrouve alors la protection légitime de la population ?

*un discours occidental peu ferme voire inexistant face à l'évolution inquiétante de la Turquie, pourtant membre de l'OTAN et axe apparemment déterminant d'une veille européenne face aux enjeux de Mésopotamie et de cet Orient compliqué qui débouche sur le golfe Persique et le pétrole. Quel échec dix ans plus tard, de l'escapade militaire de cette armée d'abord américaine en Irak qui a débouché rapidement sur une incandescence de rivalités ethno-religieuses entre sunnites et chiïtes. Le pouvoir fort de Saddam Hussein, relayé par son parti Baas résolument laïc avait fait taire de longues années ces tensions et la vie inter-communautaire se déroulait sans heurt majeur, y compris pour la minorité chrétienne.

***quel discours face à la Russie décidément imprévisible et énigmatique** (rôle des échecs et du coup d'avance pour Poutine qui cultive une forte popularité intérieure et s'est en même temps fortement appuyé sur le patriarche orthodoxe Cyrille)

-le réveil de la Grande Russie et de sa grandeur, l'effacement de ce drame de 1991 qui l'a fait éclater en morceaux: démarche populiste qui séduit même si l'opinion profonde en Russie est inquiète

-le regard constant vers des pays vassaux qui doivent s'aligner: l'ouverture vers l'Ouest de l'Ukraine est insupportable et son adhésion à un partenariat avec l'UE est vécue comme une provocation. L'idée même d'une entrée dans l'OTAN serait considérée comme un acte de guerre

-l'annexion brutale de la Crimée, un échec évident pour l'UE et une hypothèque sérieuse sur les ambitions de la Russie sur les provinces russophones de l'Est (le fameux Donbass)

-quel destin pour l'intégrité de l'Ukraine qui a confirmé son attrait pour les valeurs occidentales et pour une meilleure pratique démocratique (il n'en reste pas moins que la population a « chassé » au départ l'ancien président pourtant correctement élu). Mais des maladresses invraisemblables de départ comme l'abrogation dorénavant de la langue russe à l'est comme langue officielle et en tant que deuxième langue a fait l'effet d'une provocation insupportable, en servant les intérêts

-un nouveau pouvoir pour un Président richissime, soucieux de conciliation et de fermeté (mélange délicat) qui a le devoir de traiter sérieusement le fléau de la corruption et des trafics affichés comme une tradition nationale

-« **le risque d'un conflit direct entre Kiev et Moscou est réel** » en confirmant une détérioration de la situation et la sanction d'une perception erronée par le pouvoir central qui n'a vu dans les échauffourées des régions de l'est qu'une somme de menées terroristes et militaires (la presse de fin novembre). Des troupes au sol russes sont effectivement entrées sur le territoire ukrainien, portant assistance aux frères du camp ukrainien séparatiste, lesquels s'appuient maintenant sur un vote sans appel décrétant leur séparatisme: que fera l'Europe concrètement devant le risque d'embrasement de cette région qui a déjà vu l'explosion en vol d'un avion de ligne occidental ? Quelles aides sinon d'appui tactique voire logistique mais sans troupes, alors qu'en face l'armée russe est insistante et puissante et que l'armée ukrainienne, mal préparée et encadrée, a essuyé des échecs et s'affiche plutôt comme une force d'occupation face aux populations civiles ? Quelles promesses d'assistance financière de l'UE alors que le pays est exsangue et peine à reprendre un rythme de croissance

minimal ? Un pays dépecé à la porte de l'Europe sonnerait comme un échec final de cette fameuse « révolution orange », au moment où une dernière maladresse du gouvernement a annoncé son intention d'adhérer justement à l'OTAN, casus belli pour Moscou.

-le poids de l'enjeu énergétique lié au gaz reste important, surtout pour les pays de l'Est avec également la RFA ou l'Italie mais ce dossier est particulièrement complexe et subtil. La Russie de Poutine a besoin de ses clients européens qui se fournissent à 15-20% en moyenne de leurs besoins énergétiques (mais une dizaine en est objectivement dépendante quasiment à 100%), et ce d'autant plus que le prix du pétrole s'est affaibli en 2014 tout comme celui du gaz qui lui est lié. L'impact des mesures de rétorsion et sanction de l'UE, de surveillance voire blocage des comptes bancaires de certains hiérarques russes et du filtrage des fonds pour des projets en cours (exemple typique du projet de gazoduc South Stream qui vient de stopper faute de financements suffisants et pour des raisons de sanctions contre certaines firmes et sous-traitants russes) est réel. Cet avatar brutal est une mauvaise nouvelle pour le Kremlin.

La Russie semble se tourner vers des clients davantage asiatiques (Chine, Japon ou Corée du Sud ou encore Inde), processus de transfert partiel crédible mais qui prendra du temps. Un nouvel axe géostratégique évident apparaît qui illustre l'éloignement de Moscou de l'Europe décidément trop embarrassante sur la question des droits de l'homme (le droit en général), de la souveraineté et du respect des constitutions. Le président Poutine est l'homme de la force et du coup de main comme aiment les faire les anciens du KGB. Son observation de l'Europe occidentale et de ses ondulations coupables de faiblesse vient d'abord de son poste de résident à Dresde. La chute du Mur de Berlin et la mollesse fatale de Gorbatchev pour tenter d'empêcher l'éclatement de l'URSS sont chez lui des plaies restées vives, ineffaçables.

La situation n'en reste pas moins réellement délicate car la Russie ne peut esquiver la réputation d'un pays fragile sur la question de solidité du droit et d'où certaines fortunes entendent s'évader car la confiance dans Poutine est provisoire ou légère: 80 Mds\$ en fuites de capitaux en quelques mois et recul fort du rouble en un an (70%). Le Kremlin préconise une amnistie fiscale pour tous les retours de capitaux, comme si c'était presque une supplique.

Encore une fois un baril de pétrole descendu à 70\$ ou même moins alors que l'équilibre du budget russe s'est établi sur une base d'environ 110\$ est une détestable nouvelle tout comme pour l'Algérie ou encore pire, pour le Venezuela ou le Nigeria, alors que les pays de l'OPEP ont décidé malgré tout de maintenir leur niveau de production (*la presse du 4 décembre 2014*).

Point d'actualité (fin 2014): la baisse inexorable du prix du baril de pétrole à moins de 70\$ et même 60, comme un excès d'offre dès lors que l'Arabie Saoudite comme la Russie n'ont pas souhaité baisser leur volume de production (autour de 10 à 11 mbj), tout comme la chute vertigineuse du rouble ont abouti à une crainte de chaos en Russie et l'assurance d'une récession sérieuse en 2015. Pays structurellement fragile, peu sûr juridiquement, soumis à d'énormes pressions de corruption, ayant engagé d'énormes moyens budgétaires sur le plan militaire, la Russie est encore un nain parmi les émergents, et son positionnement prioritaire sur les hydrocarbures est un facteur de fragilité considérable. Le président Poutine a joué à plein la carte géopolitique et il est rattrapé par la question économique. Quelles conséquences pour l'Europe de l'Ouest, client comme fournisseur, tout comme investisseur ?

7. UN DOUBLE DOSSIER EXPLOSIF :

***la question de l'immigration subie en permanence et non désirée, perçue comme un défi immense et insoluble**

***la question du droit d'asile dévié de son objet**

-éternelle critique contre l'espace Schengen, levier d'une passoire générale, et illustration d'une

absence de vrai contrôle aux frontières qui s'avère au demeurant fort difficile (la Norvège en est contrairement à la GB qui s'en est exclue)

-à commencer pour la France par les critiques récurrentes contre l'aéroport de Roissy, également cité comme passoire, même si des mesures de surveillance renforcée sont à l'oeuvre

-la pression sans fin sur les deux enclaves espagnoles au Maroc qui subissent de véritables assauts de migrants jeunes qui ne songent plus qu'à leur délivrance d'entrer en UE

-les îles italiennes et les drames continus des disparus en mer dont femmes et enfants

-les îles grecques, une vraie passoire reconnue qui illustre des ripostes désordonnées et impuissantes de la part de douaniers submergés

-idem pour l'Europe centrale et le côté friable des frontières extérieures de la Pologne et surtout de la Bulgarie qui a dressé un mur imposant mais n'empêche pas les invasions

-l'eldorado britannique qui reste une fascination depuis Menton ou Calais (3000 migrants en attente dont longtemps des Afghans puis aujourd'hui des Erythréens, des Somaliens, des Syriens et Irakiens évidemment etc. On sent bien que chaque pays entend se décharger sur le voisin sans réfléchir à une véritable police de surveillance des frontières

-position duplice du britannique Cameron qui ne souhaite pas s'afficher comme co-responsable du problème du continent (attirait de la GB en raison de l'absence de production de papier d'identité et du bénéfice rapide d'aides sociales et pour le logement); cela étant, le bénéfice reconnu de ces migrants pour l'économie britannique est très largement un bonus appréciable

- « on n'a pas terminé le travail » en Libye avec l'élimination certes de Khadafi mais en laissant un pays éclaté, à la dérive complète, soumis aux pressions et divisions belliqueuses entre tribus qui se disputent les champs de pétrole. Des villes qui connaissent des attentats et offrent des panoramas d'immeubles et de puits en flammes. Les représentations diplomatiques sont parties ! Encore un Etat de non-droit aux portes de l'Europe qui fragilise à la fois la Tunisie voisine qui s'efforce de vivre un processus institutionnel vertueux et une Egypte devenue pays autoritaire, soucieux d'élimination de toute force d'opposition, à commencer par les Frères musulmans pourchassés, emprisonnés ou exécutés. Il est vrai que sous leur férule, pendant de longs mois auparavant, les minorités coptes chrétiennes avaient subi toutes sortes d'exactions alors qu'elles représentent 10% de la population et qu'une application stricte de la charia se profilait. Et le nouveau Président ancien chef d'état-major entend justement confirmer la tolérance religieuse pour les minorités et faire table rase d'une révolution islamique qui a fait descendre contre elle des millions de gens dans la rue

Le jeu des passeurs de migrants est toujours à la manoeuvre. Avec un cynisme et des drames effrayants pour ces boat people qui sont à quelques centaines de km de l'eldorado annoncé et qui ont payé cher le tribut de leur traversée (on parle de 4000 morts en mer en 2014 et plus de 30 000 naufragés recueillis par les garde-côtes en Italie qui s'estime bien seule et crie à l'aide car cette tâche est éprouvante et les pays riverains ont l'obligation de porter assistance aux réfugiés en perdition. Ceux des années 70 en mer de Chine ou au Vietnam avaient connu une bien meilleure notoriété

IL FAUT UN VRAI DISCOURS SUR L'IMMIGRATION, SUR CE QU'ELLE REPRESENTE COMME APPORT, SUR LES EXIGENCES DE SOLIDARITE A METTRE EN PLACE, SUR LES BUTOIRS A AFFICHER. En un mot, UNE STRATEGIE AUSSI FERME QU'AUX USA

L'EUROPE, SAUF 3 PAYS QUI ATTEIGNENT 2 OU PRESQUE (FRANCE, IRLANDE, FINLANDE) PRESENTE DES INDICES DE FECONDITE DE 1,5 ou 1,6 AVEC UNE PROJECTION EVIDEMMENT EN DECLIN INEXORABLE SUR LES 30 OU 40 PROCHAINES ANNEES. QUELLE POSTURE Y COMPRIS POUR LA RFA laquelle commence à être inquiète, ITALIE OU ESPAGNE,

QUELLES REPOSES AUX DIRIGEANTS AFRICAINS ET A LEUR JEUNESSE QUAND

L'AFRIQUE QUI COMPTE DEJA 1 MILLIARD D'HAB EN AURA 2 AVEC UN AGE MEDIAN DE MOINS DE 30 ANS ?

LE DIAGNOSTIC DES PROMOTEURS DE **L'UNION POUR LA MEDITERRANEE** VOULUE EN 2007 ETAIT PERTINENT POUR SOLIDIFIER LES LIENS ENTRE TOUS LES PAYS RIVERAINS ET CONFIRMER DES SOLIDARITES EN TERMES DE CREATION DE VRAIS EMPLOIS (BESOIN ESTIME DE 50 MILLIONS SUR 20 à 30 ANS). UNE INITIATIVE QUI A PERDU DE SA CONSISTANCE. ELLE EST A METTRE EN RELATION AVEC LA POLITIQUE VOLONTARISTE DE CETTE UE FACE AUX CIRCUITS LARGEMENT MAFIEUX DE MIGRATION QUI TRAVERSENT LA MEDITERRANEE.

UNE EXIGENCE DONC DE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DE L'AFRIQUE AU PROFIT DE SA JEUNESSE IMPATIENTE ALORS QUE LES CERCLES DIRIGEANTS SONT TROP SOUVENT AU POUVOIR DEPUIS TROP LONGTEMPS, SANS PERSPECTIVE NI ALTERNATIVE (l'Algérie semble un exemple remarquable et douloureux quand on voit la mascarade des dernières élections présidentielles, le déclin évident du Président Bouteflika et la vacuité du pouvoir. On devine que les cercles du pouvoir parmi lesquels l'inflent complexe militaro-industriel, tirent les ficelles, travaillent dans l'ombre et attendent leur heure. Idem pour l'éviction brutale par la foule en colère, du président du Burkina Faso qui entendait se maintenir au pouvoir en modifiant la constitution. Beaucoup de jeunes africains constatent n'avoir connu qu'un seul Président dans leur vie et n'imaginent rien d'autre, en se désolant de voir des cercles de pouvoir inchangés et éloignés singulièrement des préoccupations populaires...)

TOUS LES PAYS EUROPEENS SENTENT BIEN MONTER L'EXASPERATION NATIONALE FACE A LA PRESENCE IMMIGREE. L'IMMIGRATION EST UN VRAI DEFI: FAUT-IL CHANGER DE POLITIQUE ?

a) **la France n'échappe évidemment pas à ce constat:** poids sans appel du Front National qui envoie 24 députés au Parlement, des représentants finalement peu encadrés ou insérés et sans pouvoir peser sur les orientations de la majorité de centre droit. Pire, les relents d'antisémitisme observés à l'été 2014 sont plus qu'inquiétants où l'on a entendu à nouveau « mort aux juifs » sans qu'une émotion particulière ait été perçue en retour, sans compter les dégradations dans les cimetières ou sites religieux etc. L'existence de zones actives de djihadisme à l'étranger, les départs et les retours de djihadistes narguant volontiers les pouvoirs publics ou susceptible de méfaits graves et meurtriers (on songe à Mohammed Merah) entretiennent une réelle inquiétude chez les forces de l'ordre, relayées par un travail continu de surveillance et d'écoute des communications et réseaux sociaux appréciable -et indispensable.

Le communautarisme en France continue de bien se porter, les quartiers dits sensibles sont toujours traversés de menées potentiellement explosives et d'économies souterraines. Les trafics y abondent et nombre d'observateurs n'hésitent pas à souligner que ces rentrées monétaires sont un facteur de stabilité minimale pour nombre de budgets familiaux plus que fragiles.

b) « **La Suède en quête de son modèle perdu** » (*Le Monde du 4 décembre 2014*) « Notre modèle social n'a pas été bâti pour supporter un chômage à 8% ». Le modèle suédois de concorde nationale et de bénéfices sociaux remarquables semble avoir vécu, avec un flux d'environ 90 à 100 000 migrants accueillis/an pour une population de 9,6 M hab, mais un chômage en croissance affiché à 7% (23% chez les moins de 25 ans) mais aussi 16% chez les immigrés qui souffrent d'une mauvaise maîtrise de la langue, d'un manque ou non-reconnaissance de qualifications et aussi, même en Suède, de discrimination (beaucoup issus d'Irak et Syrie). La montée en puissance du parti populiste de la droite extrême les Démocrates de Suède avec 13% des voix, l'échec du gopouvernement de sociaux-démocrates discrédité- tout comme le roi d'ailleurs- qui vient de buter sur le vote de son budget et se tourne vers de nouvelles élections. Le gouvernement actuel critique les conservateurs

au pouvoir entre 2006 et 2014 qui seraient les fautifs de ce désenchantement général. La réduction des allocations-chômage, l'affaiblissement des syndicats tout comme la baisse des impôts et taxes ont contribué à cette panne du modèle social suédois, lequel se manifeste aussi par une dégradation brutale du système éducatif. Les jeunes cherchent à leur tour à émigrer notamment en Norvège, eldorado pétrolier qui semble être une destination rêvée. Et il est étonnant de constater l'isolationnisme atypique de cette norvège riche qui n'a pas besoin d'Europe.

« Il y a une forme de racisme caché, un brin hypocrite » déclare le dirigeant d'origine iranienne d'une start up en pointe qui rassemble des salariés d'un melting pot de 35 nationalités.

Dans ce pays marqué par une forte conscience religieuse et une tolérance reconnue, il y a l'apprentissage de la reconnaissance du coût de l'immigration (« des coûts substantiels de la générosité » selon les dirigeants) et l'arrivée d'une « nouvelle idéologie plus individualiste », soucieuse de la préservation des acquis sociaux bousculent l'équilibre ancien. Faut-il changer de politique même en Suède ?

c) « PAYS BAS: l'extrême droite veut fermer les mosquées et le pays doit être désislamisé »

Même presse du 4 décembre.

Nouveau pas dans l'escalade de la provocation calibrée sur des idées nationalistes et de « propreté culturelle » dans un pays historiquement ouvert à la tolérance. Les mots sont forts de la part de ce parti devenu très populaire, le Parti pour la Liberté qui entend exploiter son avantage à l'approche des élections aux conseils des douze provinces au printemps 2015 qui choisissent ensuite les sénateurs: « il dénonce l'avalanche d'enfants du nom de Mohammed » dans les écoles ou encore « la particularité, l'identité et la culture néerlandaises menacées par l'immigration et l'utérus ».

Succès garanti dans un certain nombre de cercles de l'opinion publique. L'équilibre social aux Pays bas a été rompu par la menace islamique et l'immigration de masse sans laquelle on aurait évité « les prêches haineux, le regroupement familial, la victimisation, la criminalité marocaine et l'immixtion turque ». Un rapport récent en effet du ministère des affaires sociales dénonçait le rôle des autorités turques dans une série d'associations, notamment religieuses, actives aux Pays Bas. La riposte d'Ankara n'a pas manqué de souligner une « langue agressive et des accusations racistes ».

8. L'EUROPE BIEN PEU PRESENTE FACE A L'AFRIQUE

quel discours offensif, en effet, tenir face à l'Afrique et à ses convulsions régulières au plan politique et ethno-religieux. Les relents de colonialisme exacerbé sont pointés rapidement et c'est bien cette critique de fond qui a rendu et rend les anciennes puissances coloniales prudentes sinon timorées, alors même que tous les autres pays européens marquent bien leur désintérêt ou indifférence sur des dossiers évidemment difficiles, où il n'y a que des coups à prendre. De ce point de vue, l'Allemagne est étonnamment silencieuse ou économe de ses initiatives (un ou deux avions cargo par exemple). Les sommets africains sont l'affaire d'abord de la France et on observe peu sinon jamais de rencontres européennes au plus haut niveau avec l'Afrique.

-qui parle encore du Darfour où même Médecins sans Frontières s'est retiré (nombreux collaborateurs assassinés) et du chaos généralisé dans le nouvel Etat du Sud Soudan où les hostilités ethniques entre Président et vice-Président démissionné -et leurs affidés- ont atteint des sommets d'horreur ? Les rares troupes de Casques bleus entrent dans des villes en ruines ou presque entre des montagnes de cadavres. Typhoïde et choléra deviennent des fléaux supplémentaires pour des populations apeurées qui n'ont rien demandé sinon à vivre du mieux possible sous ces cieux décidément peu cléments et pourtant au sol richissime de pétrole

-la France seule sur le terrain militaire au Mali depuis 2013 puis petitement aidée par l'UE avec une mention toute particulière pour la générosité des pays baltes (l'opinion européenne semble

désespérément indifférente à ce type d'enjeu géostratégique). Il est exact que la Présidence française a décidé seule et brutalement, sans doute à dessein au regard de la menace des djihadistes fonçant sur Bamako. Voulait-on un Etat djihadiste au Mali ? Il est exact aussi que l'armée française présente une offre plutôt rare avec des troupes de qualité, aguerries et qui ont fait merveille sur le terrain. L'expérience difficile en Afghanistan a été salutaire.

-la France seule pareillement en RCA, petit pays en déroute complète dont on se moque bien avec ses 4,4 millions hab car sans pétrole ni uranium mais avec de beaux diamants, pénétré de tensions ethno-religieuses explosives qui, sans cette intervention musclée, aurait conduit au chaos généralisé et au génocide cette fois-ci de toute la minorité musulmane en riposte aux massacres de masse du début des populations chrétiennes pourtant majoritaires. Rien n'est acquis encore dans un pays en partition de fait entre l'est conservé par l'ancien pouvoir appuyé sur les forces musulmanes et les forces chrétiennes contenues à l'Ouest. L'UE regarde cet autre conflit intérieur en souhaitant finalement bonne chance à la France face à une présidence provisoire confiée à une femme sûrement de qualité mais guère aidée par la classe politique qui entend cultiver toujours les réseaux claniques et différer le plus possible les futures élections en restant dans les arcanes du pouvoir pour en bénéficier financièrement (expression jolie d'un diplomate connaisseur: . Obtenir des prébendes, voilà le secret avant de devoir quitter le pouvoir. Et entre temps les attentats, séquestrations et actions flibustières des milices interviennent sans retenue (la presse du 4 décembre 2014))

-l'UE peu vraiment présente collectivement face au drame nouveau d'Ebola ou bien lentement, chaque pays ayant son discours et sa posture parfois désordonnée avec des maladresses d'attitude ou d'action comme en Espagne -comme ses processus de prévention ou curatifs. La France s'est manifestée nettement face à la Guinée, les USA face au Libéria avec l'envoi de militaires. La réaction collective autour de l'action d'ailleurs remarquable de l'OMS et des ONG sur place est peu visible pour l'opinion internationale qui considère cet épisode comme secondaire et lointain.

9. UN POLE D'APPUI ET UN BESOIN DE RELAIS CULTUREL ET IDEOLOGIQUE

a) UNE VISION GENEREUSE VENUE D'AILLEURS

« Guerre, religion et Proche-orient : la vraie victoire sur le djihadisme ne peut être que culturelle ou idéologique ». (Rencontre du chroniqueur avec l'ancien militaire, puis diplomate et politologue, l'israélien Elie Barnavi *Le Monde du 12 septembre 2014; et Le Figaro du 18 septembre- avec une analyse du livre sous la plume de Eric Zemmour*

« Cette victoire ne peut venir que du monde islamo-arabique, pas d'une volée de roquettes américano-européennes. On peut affaiblir le djihadisme par les armes, il réapparaîtra sous une forme ou sous une autre, comme le montrent les réincarnations successives d'Al Qaida. Car ce mouvement en pieuvre même démantelé au Pakistan et Afghanistan -partiellement d'ailleurs- conserve en quelque sorte une franchise qui se porte bien, en Afrique de l'est, au Yemen, au Sahel et ici et là, dans le monde arabe en Irak, Syrie etc. Et d'ailleurs, « après tout, l'EI -Etat islamique- est un rejeton de la famille ».

« La vraie ligne de front passe dans les têtes: le monde arabe est un monde en crise, malheureux, en guerre contre lui-même » et marchand de chimères, « les islamistes lui proposent de renouer avec un passé conquérant, brillant mais mythologique » explique au journal *Le Point* l'historien, ancien ambassadeur d'Israël en France, devenu politologue Elie Barnavi.

Dans un style brillant, léger, documenté, l'auteur de l'ouvrage *Dix thèses sur la guerre* ne ménage pas non plus son pays où il a servi comme officier parachutiste « parce que la guerre, il connaît, il

l'a faite avec un rappel de ses expériences personnelles au sein d'une armée issue du peuple (officiers sortis du rang) comme les soldats de l'an II. Mais cette armée, au fil d'un conflit qui s'éternise, finit par militariser la société israélienne tout entière avec cette évolution fameuse selon la formule : « chaque Etat a une armée mais Israël est une armée qui a un Etat ». On relève la description du fin basculement qu'a connu son pays à partir de la fin des années 70: des sionistes socialistes qui avaient bâti l'Etat et l'armée sur le patron de ses modèles européens pour forger un Etat-nation et une armée citoyenne de paysans-soldats. Puis peu à peu, ceux que Barnavi appelle les « nationaux-religieux » -une poignée du temps de Ben Gourion- ont investi l'armée jusqu'à en devenir, dans un avenir proche, les maîtres. Pour eux la démocratie est une funeste invention grecque; les Juifs doivent retrouver leur alliance millénaire avec Dieu, le peuple et la terre; le peuple n'est pas souverain mais doit obéir à Dieu (...) »

« Extraordinaire transformation, surtout quand on constate qu'elle est comparable, mutatis mutandis, à celle vécue dans le même temps chez ses adversaires arabes, où on a vu également les anciens nationalistes céder le pas et se soumettre aux bataillons islamistes qui mouraient au nom d'Allah et non de la patrie. Ainci ce conflit séculaire entre Israël et ses voisins, d'un affrontement de nationalismes, est devenu une guerre de religion entre le judaïsme et l'islam. L'historien Barnavi sait mieux que quiconque que ces guerres de religion sont les plus féroces et les plus inexpiables (...) »

Vaste culture sur l'histoire européenne, sur ses méfaits, sur l'impact des conflits historiques entre peuples et nations. Il se centre sur le fléau du fondamentalisme religieux au Proche-Orient qui n'épargne ni les pays arabes, ni la bande de Gaza avec le Hamas qui incarne l'islamisme, ni aussi « un néo-sionisme religieux messianique » en Israël qui s'accroît. « La montée en force de deux fondamentalismes des deux côtés de la barricade proche-orientale nous a ramenés aux guerres de religion européennes de la seconde moitié du 16^e siècle (que l'on songe à la nuit sinistre de la St Barthélémy en 1572) et de la première moitié du 17^e. Il faut un compromis et le conflit historique israélo-palestinien est au coeur de cet enjeu. Si on laisse faire les fous de Dieu, aucun compromis n'est envisageable ».

La conclusion pour lui s'impose avec mesure mais détermination: « le résultat de notre interminable processus de paix ne dépend pas tant de la négociation entre Israéliens et Palestiniens mais entre Israéliens eux-mêmes et Palestiniens eux-mêmes ».

Cette réflexion émanant de cette personnalité profondément engagée comme amoureux des Lumières du 18^e, conclut notre chroniqueur du Monde, nous éloigne de la lutte contre l'Ei mais pas tant que cela. L'islamisme lui-aussi ne sera vaincu réellement, ou ne s'épuisera que de l'intérieur du monde arabo-musulman; et pas ou pas uniquement sous les coups d'une coalition extérieure.

L'Europe peut difficilement détourner les yeux de cette région du monde particulièrement exposée et en tension sinon incandescence.

b) Messages récents du nouveau Pape François, de la part d'un non-Européen :

LE BESOIN D'UNE VISION

-sa venue à Lampedusa en 2013: il montre qu'il sait faire lui-aussi de la géopolitique avec sa formule choc « la mondialisation de l'indifférence » et admoneste l'Europe. Un de ces rares dirigeants européens à y être également allé aura été l'ancien Commissaire Jacques Barrot, particulièrement ému et frappé par les drames qu'il y a vus, exigeant que l'Europe tout entière ne se détourne pas de cette catastrophe humaine quotidienne.

-message devant le Parlement à Strasbourg en nov 2014: il faut une vision.

Il appelle au sursaut d'une Europe « vieillie » avec des mots forts. Il a condamné « la culture du déchet » qui met au rebut les plus faibles (personnes âgées, jeunes, familles désunies et en souffrance, étrangers). « **A l'Europe, nous pouvons demander: où est ta vigueur? Où est ton esprit d'entreprise et de curiosité?** ». Il lui demande « de retrouver la capacité à s'ouvrir à la

dimension transcendante de la vie » pour différentes raisons. D'abord pour retrouver « sa bonne âme » liée au christianisme « par une histoire bimillénaire ». Pour lui un lien renouvelé entre religion et société rendrait la société européenne « mieux armée pour faire face à un fondamentalisme religieux qui est surtout ennemi de Dieu ».

Besoin d'une posture messianique. Il parle de centralité pour l'Europe, de se retrouver sur l'éminence de l'Homme. Il semble qu'il faille regarder du côté d'un message de l'homme d'Eglise d'abord pour rechercher une pertinence et afficher un cap, un projet, un axe de solidarités, pour que cette Europe continue d'avoir un rôle moteur. Et c'est un Argentin polyglotte qui le dit. Peut-on espérer qu'elle reste un Guide **comme le souhaitait comme dans un rêve Victor Hugo** de manière extraordinairement prophétique, même si ce dernier ignorait qu'il faudrait en passer par trois guerres meurtrières et la fin des Empires. Il ne pouvait se douter, pourtant, que l'expression fameuse d'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » aurait tant de difficulté à se conforter dans le temps et que les armes ne se seraient pas tu (discours d'ouverture au Congrès de la Paix à Paris en août 1849):

« Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un Sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France (...) »

Des propos qui se retrouvent dans la droite ligne de ce que disait Napoléon lui-même à son chancelier Fontanes: « Il y a deux forces qui gouvernent le monde, le sabre et l'esprit. Et à la fin l'esprit finit toujours par l'emporter. »

Message exigeant et bienvenu qui peut aider, mais sans s'y substituer, aux initiatives de la Commission (programme d'investissements de 300 Mds). «**Le pape François au secours du plan Juncker**: ce ne sont pas les 300 Mds € du plan Juncker -à noter qu'il repose sur une faible part d'argent vrai issu des fonds européens mais d'un levier attendu des fonds privés- qui fourniront à l'Europe la vision qui lui fait défaut. A l'inverse le discours du souverain pontife à Strasbourg contenait plusieurs pistes d'espoir et une leçon politique en forme « d'idée marketing « géniale ». L'Europe en effet est le premier continent à être confronté au vieillissement qu'il faut rendre digne et donc inventer un modèle humaniste de société vieillie. Elle a de l'avance devant la Chine, l'Amérique latine ou à terme l'Inde. Un autre défi porte sur le destin des jeunes en situation de détresse qui sentent un avenir bouché et un déclassement social qui se profile, avec une dette collective laissée par les générations précédentes. C'est ambitieux de célébrer l'Europe revenue à son identité qui défend « la sacralité de la personne humaine » tout comme un modèle social non à rapetisser en permanence, mais à retrouver en grand et à rénover au 21^e siècle. Il est source d'enrichissement spirituel et économique. Et il sera admiré. L'Europe redeviendra un « précieux point de référence pour toute l'humanité ». *Les Echos du 28 novembre 2014.*

- »**le pape dans le chaudron turc** » :présence en Turquie auprès du président Erdogan, l'homme fort du pays (*30 novembre 2014*): un propos ferme d'alerte- et aussi de main tendue- devant les craintes objectives de dérives d'un pouvoir de plus en plus autoritaire qui s'écarte des options plutôt laïques d'un Ataturk et s'ouvre à un affichage de dureté et d'intransigeance religieuse- un islamisme

rigoriste clairement affirmé- dont les femmes sont les premières à faire les frais (un discours effarant sur « la femme qui ne peut être l'égal de l'homme, dont la vocation est la maternité »). Belle entrée en matière pour un pays qui a multiplié les demandes d'admission à l'UE sans aucun succès et dont même les USA commencent à se méfier comme partenaire militaire.

Il est vrai que cette fameuse frontière avec la Syrie appelle un défi particulier, celui de l'Etat islamique avec un califat inimaginable encore il y a un an, qui n'a rien d'un Etat (Etat mafieux et guerrier plutôt), rendu encore plus complexe avec le rôle craint des Kurdes -et ses solidarités transfrontalières- est un épouvantable dossier pour toute l'Europe en réalité (plusieurs centaines de combattants djihadistes français, des jeunes gens déboussolés, de nombreuses adolescentes fragiles, conditionnées et à peine matures et près de 15 000 opérant sur la zone, issus de tous les pays et narguant parfois leurs propres autorités ?). Or la vraie préoccupation « nationaliste » de M. Erdogan est bien le dossier kurde et ses tentations séparatistes. Il existe 15 à 20 millions de kurdes en Turquie et une branche activiste du PKK considérée comme terroriste dont le dirigeant historique est toujours en prison (prison à vie même). Car la Turquie est toujours aux prises avec un réveil possible de tensions « ethniques » qui dans le passé ont été sanglantes.

Les ennemis de mes ennemis sont mes amis, raisonnement turc facile à saisir dans une logique à nouveau géopolitique: ainsi pour les forces islamiques djihadistes qui cernent la fameuse ville de Kobané à la frontière syrio-turque et s'acharnent à la contrôler car c'est un relais de trafics considérable qui vaudra pour eux sur une longueur de 80 km le long de la frontière. Il vaut mieux pourtant, du point de vue turc, leur victoire contre les pechmergas kurdes syriens et autres venus de partout qui se solidarisent dans ce conflit plutôt que d'accepter une victoire sur cet ennemi qui serait d'abord un cri de victoire kurde... et une poche territoriale reconnue kurde à la frontière turque dont pourront se prévaloir les kurdes turcs. Mauvaise perspective pour le pouvoir.

10. ET L'EURO DANS TOUT CELA ?

Monnaie commune de 18 et bientôt 19 pays, en attendant la Pologne qui devrait à court terme constituer à l'Est un maillon plutôt fort, par contraste de la Grèce. Ce pays est grand gagnant des dernières étapes de l'UE en marche, bénéficiaire essentiel de la politique agricole qui restructure efficacement son tissu d'exploitations, et vient d'accrocher la Présidence du Conseil de l'Europe pour son ancien Premier ministre M. Donald Tusk, une personnalité très proche des responsables de Solidarnosk (énorme signe de reconnaissance de la volonté d'équilibre y compris donc avec la caution de l'ancien ennemi mortel qu'était l'Allemagne) et la désignation également d'une Commissaire de grande qualité.

Un axe fort de politique monétaire homogène sous l'égide de la BCE, pierre angulaire de cette zone qui a connu une longue période d'euro fort à 1,40\$ ou 1,42 par rapport au dollar (sans gêne pour les performances commerciales de la RFA) mais qui est redescendu à 1,25, ce qui apparaît comme une soupape de sécurité bienvenue pour tous les pays fragiles sur le plan commercial.

Un constat de taux historiquement faibles pour les Etats sur les marchés, voire inimaginables en ces temps de tension: quasiment zero comme taux de base tout comme pour les USA et à peine 1% pour les emprunts de la France et restés très acceptables pour l'Espagne voire la Grèce longtemps mauvais élève, comme quoi la signature de la France est restée excellente pour environ les 200 Mds/an qu'elle empreinte dorénavant. L'acquisition de sa dette même devenue imposante à presque 2000 Mds est jugée intéressante par les marchés au regard de la solidité de l'appareil fiscal français. Le coût annuel de remboursement approche 48 Mds pour l'Etat mais qu'en sera-t-il quand les taux remonteront à 3 voire 4% et au-delà ? Rappelons que la Grèce a pu naguère emprunter jusqu' à 12

ou 13% tant sa signature était objet de dénigrement. Faut-il imaginer- comme certains l'ont avancé- des actes de solidarité de pays voisins empruntant pour le compte d'un Etat moins vertueux et lui réempruntant, en lui faisant bénéficier de ses taux privilégiés ? Pas sûr que la RFA sollicitée par excellence dans cette hypothèse, soit bonne fille sans des exigences de redressement enfin crédible des comptes publics pour le pays incontestablement malade comme l'est la France.

L'UE, LE HANDICAP D'ABSENCE DE POLITIQUE ECONOMIQUE COMMUNE

Politique monétaire unique certes pour un noyau de pays important (il faut espérer rapidement l'arrivée de la Pologne) mais sans politique économique commune, ni fiscale ni budgétaire. C'est là que le bât blesse. Une Irlande qui ferraille pour conserver à tout prix son taux d'IS à 12,5% contre un niveau de 15% pour la Pologne ou encore 28-29 en RFA et pire encore, 37% en France, des exemptions demandées par chacun au regard de la période détestable ouverte par le Sommet de Nice en 2000 exigeant l'unanimité. A cette aune, chaque pays met en balance ses intérêts et fait monter les enchères pour un traitement particulier de telle activité en cultivant une tentation à une négociation boutiquière permanente au profit de l'un ou de l'autre (exemple des taux minorés de TVA obtenu de haute lutte en France pour l'activité de restauration) et il est heureux que depuis Lisbonne, la règle de la majorité qualifiée l'ait emporté.

Que dirait-on si, par analogie, les taux étaient différenciés selon chaque Etat américain ou chaque province chinoise ou si chacun exigeait des particularismes en fonction de son environnement ? Il y a une politique budgétaire et fiscale fédérale aux USA avec donc une législation, une FED avec sa présidente actuelle et un Président de l'Executif dans le Bureau ovale. Idem en Chine ou au Japon.

NOVATION CONSIDERABLE: LES PAYS DE LA ZONE EURO N'ONT PLUS LA TOTALE MAITRISE DE LEUR BUDGET LA FRANCE A LA PEINE

Les pays européens de la zone conservent encore une certaine maîtrise de leur budget mais encadrée et surveillée car soumise plus drastiquement aux règles voulues vertueuses liées au traité de Maastricht (revenir à 3% du PIB en déficit public et 60% en terme de dette) et les semonces contre les contrevenants n'ont pas manqué qui deviennent menaçantes (la France encore à plus de 4% et une projection repoussée à 2017 pour un équilibre budgétaire douteux ou alors à ce fameux 3% considéré comme ligne rouge).

Réelles pour les petits pays qui ont dû s'amender à la suite de plans de rigueur exigeants (Portugal et Grèce avec des plans d'assainissement, voire Irlande pendant plusieurs années, ou encore Espagne qui n'a pas souhaité demander l'aide financière européenne et progresse remarquablement dans le sens vertueux). **C'est plus problématique pour le grand pays qu'est la France**, puissance en second de la zone. Sa seule chance de maintien du statu quo (insatisfaisant) est son poids dans l'ensemble de sorte qu'une dérive maintenue à un niveau anormal aurait des conséquences catastrophiques pour toute la zone (la fameuse expression too big to fail). D'où la prudence du nouveau président de la Commission confirmant « qu'il n'avait pas à dire à la France ce qu'elle devait faire ».

Il n'en reste pas moins que la demande ferme de Bruxelles de rechercher ici et là encore 3 ou 4 Mds d'économies pour le budget 2015 est la manifestation que la France est sous stricte surveillance sur ce budget considéré comme insuffisamment sincère et que l'instance européenne pourra corriger au besoin le budget en imposant des inflexions de chiffres dans les dépenses voire provoquer une amende pouvant aller jusqu'à 0,2% du PIB (pour info: un déficit effectif d'exécution du budget 2014 annoncé de l'ordre de 88 Mds et un besoin de financement sur les marchés d'environ 190 Mds en 2015 compte tenu des prêts arrivant à échéance et des nouveaux encours de prêts à engager). « La

zone euro suspendue aux réformes Macron. Les ministres des Finances de la zone conditionnent leur verdict sur les déficits français au vote de la loi Macron et « pousser un programme de réformes de grande envergure » alors que cette même instance **ne tarit pas d'éloge sur « la remarquable réforme du travail en Italie »**. Le message de la chancelière allemande est que la France doit passer de la parole aux actes. *Le Figaro Economie du 9 décembre 2014.*

Mais le handicap majeur lié à la situation de léthargie économique où se retrouvent bien des pays (Italie comme encore la Grèce) est dans l'insuffisante rentrée des recettes effectives par rapport aux prévisions (10 Mds aisément). Les coupables sont la TVA évidemment et l'impôt sur les sociétés qui découlent directement du dynamisme de l'activité économique comme en France mais aussi -et c'est nouveau, l'impôt sur le revenu fortement réévalué d'environ 35% entre 2011 et 2014. Les citoyens les plus taxés tentent d'y échapper au mieux de leur ingéniosité ou par suite de perte de pouvoir d'achat, tout simplement, ou comme conséquence d'un chômage en hausse. Or le drapeau ici est en berne sur tous ces points avec encore 28 000 chômeurs de plus sur un mois (octobre).

La France, pays in-réformable et experte en bashing ? « **Je suis très préoccupé par la perte de confiance que la France a en elle-même** » déclare l'ancien président du Conseil italien Mario Monti dans un entretien à l'Opinion, un homme qui avait engagé des réformes audacieuses en Italie sur plusieurs mois, après le long épisode malheureux du gouvernement Berlusconi, avant de décider de nouvelles élections -aventureuses qui l'ont fait quitté le pouvoir ! Pour lui, demander à la Commission de la flexibilité dans l'application du Pacte de stabilité et de croissance (en l'espèce une nouvelle fois), reviendrait à entrer dans une négociation politique discrétionnaire. Les conséquences de telles démarches -idem pour l'Italie- ont des conséquences néfastes: diminution de la crédibilité des institutions européennes aux yeux des citoyens respectifs, méfiance envers les autres Etats, refus d'une certaine gouvernance commune. « **Contrairement à l'Italie, la France n'a jamais eu cette pression formidable des marchés. Elle a toujours été perçue comme un pays fort, placé sous le parapluie de l'Allemagne.** » Propos sage et plein de danger si d'aventure la France devait se retrouver toute seule. Mais la laissera-t-on tomber, même si les autres petits pays mis à la diète se déclarent jaloux et accusateurs ?

Volonté une nouvelle fois (enfin!?) de devenir vertueux quand la dépense publique est à dix points en PIB au-dessus de la moyenne européenne (**57% contre 27% alors en 1973 c'est ce niveau a doublé en 40 ans en France**) et que la fonction publique au global à 5,4 millions d'agents est quasiment du double d'ailleurs, alors même que la Ministre de cette Fonction publique estime qu'il n'y a pas trop de fonctionnaires en France. Vivait-on moins bien dans les années 70 où beaucoup de cadres dirigeants d'aujourd'hui, proches de la retraite, n'oublent pas la nostalgie des années Pompidou, des Diane 6 ou encore des 204.

Certains soulignent- et M. Cavada député européen, dans un entretien récent à la presse- qu'il faudrait lui amputer 1 à 1,5 million d'agents, chiffre considérable, et déboucher inévitablement sur une remise en cause du statut de la fonction publique (la garantie de l'emploi serait accordée pour les seules fonctions dites régaliennes). Que répondre quand on constate que la France a autant de communes que dans tout le reste de l'Europe, que les initiatives récentes de communautés d'agglomérations se sont empilées sur les étages existants, au point que le mille-feuilles administratif tant évoqué reste globalement intact. On pourrait en effet objecter que le nombre d'élus régionaux, en dépit d'une fusion prochaine du nombre de régions, est identique !

En réalité on va vers une obligation de resserrer les vraies missions de l'Etat central en les choisissant, en les confirmant et décider de s'en tenir là. Mais c'est une vraie révolution copernicienne dans les têtes et les pratiques qui va au-delà de l'application mécanique du recrutement de seulement un fonctionnaire sur deux départs en retraite (voire un sur trois). C'est à une fusion des corps de fonctionnaires qu'il faut continuer de s'attaquer -mais au risque constaté que

ce processus génère des dépenses indemnitaires supplémentaires pour les fonctionnaires les moins bien lotis dans le nouvel ensemble. C'est à une analyse des types d'emplois publics à maintenir dans quelle organisation qu'il faut s'attacher, permettre toutes les suppressions de fonctions dupliquées ici et là avec le temps, promouvoir des fusions énergiques dans les opérateurs de l'Etat (une multitude d'établissements publics qui assument des fonctions inhérentes à l'Etat mais de manière plus souple et souvent globalement plus coûteuse).

Vaste chantier dans lequel certes le gouvernement actuel s'est lancé avec le souci du pragmatisme, avec des annonces attendues en 2015.

Pour autant, les oppositions frontales restent entières et laissent augurer un conflit rampant ou explosif de la part de tous ceux qui deviennent inquiets de ce qu'ils sont assurés de perdre en privilèges reconnus normaux avec le temps, sans bien mesurer les avantages collectifs dont bénéficiera le pays. « **Rendez-vous au printemps 2015, le front diffus des opposants aux réformes s'organise** » souligne l'éditorial des *Echos du 28 novembre 2014* (E. Lefebvre).

« **Comment traiter pour de bon l'interminable mal français qui en ferait l'homme malade de l'Europe ?** » en commentaire décoiffant de l'ouvrage de l'ancien président d'Essilor International Xavier Fontanet *Pourquoi pas nous ?* qui se demande comment on est tombé si bas avec un tel pessimisme ambiant (*Les Echos du 12 septembre 2014*)

Son analyse des pays qui s'en sont sortis est encourageante sans doute mais on doute que la France franchisse enfin le pas (Allemagne, Nouvelle Zelande ou Canada). Chacun d'eux a trouvé les bons remèdes pour chaque environnement avec soit une réforme profonde du marché du travail, du secteur de la santé (NZ) ou encore la fonte des dépenses publiques et du refus de l'Etat obèse.

Essai de conclusion et pistes de progrès

UN BRAVO POUR L'EUROPE SPATIALE

-des réussites remarquables quand l'Europe s'en donne les moyens avec tout le poids d'un partenaire actif et majoritaire qu'est la France qui offre le pas de tir exceptionnel de Kourou en Guyane situé quasiment au niveau de l'Equateur (ESA, Agence spatiale européenne) . Ainsi en matière spatiale qui a vu une prestation extraordinaire dans l'espace fondée sur la technologie d'il y a dix ans, avec l'arrimage extraordinaire de ce module apparemment ridicule sur la comète Rosetta à plus de 500 millions de km de la Terre et une maîtrise du processus remarquable de doigté et d'intelligence, provoquant l'admiration et les félicitations du monde entier. La NASA aura été obligée, non sans élégance, de mettre fin à certaines confusions en renvoyant sur l'Europe le bénéfice des ce haut fait scientifique. La décision historique de poursuivre Ariane 6 procède de la même fierté, comme ce fut le cas avec Ariane 5 en 1985, décision qui mettra fin au lanceur russe Soyouz critiqué notamment pour son échec récent de positionnement dans l'aventure du produit européen Galileo de géolocalisation, lequel a pris du retard pour acquérir son indépendance face aux USA et son GPS). Mais la concurrence américaine à low cost devient redoutable avec des options de lanceurs à moindre coût qui se concrétisent grâce à des initiatives audacieuses de capitaines d'industrie comme seuls les USA sont en capacité de fournir.

LA PROTECTION ET LE REFUS DE L'INDECENCE

-le principe enfin introduit d'un mandat d'arrêt européen au plan de la justice
-une Cour de justice européenne qui prend ses marques et devient crédible sur différents champs y compris les plus délicats visant les enjeux d'argent et de profit en confirmant une directive récente de de l'UE s'attachant à plafonner les bonus des traders devenus pour certains extravagants:
« **Bonus: Londres perd une nouvelle bataille face à l'Europe** » *Les Echos du 21-22 novembre*.

2014 L'avocat général de la CJE valide la limitation des bonus à une fois le salaire fixe. Pour Londres, cela pénalisera la compétitivité européenne et incitera à augmenter les salaires de base. L'avocat général a ainsi rejeté tous les griefs de la Grande-Bretagne. Le prochain grand débat attendu porte sur les défraiements imaginés par les banques pour contourner les règles européennes.

-une philosophie plus équilibrée des aides de l'Europe agricole pour la période jusqu'en 2018, au profit des nouveaux entrants (une grande gagnante est la Pologne qui va révolutionner ses exploitations alors que les anciens et vieux membres comme la France vont moins recevoir. Rappelons que le solde net des versements-restitutions à la France a été en permanence créateur face à Bruxelles sauf depuis 3 ans)

-une surveillance efficace du réseau bancaire européen qui a montré sa résistance y compris notamment pour le réseau espagnol (crash tests globalement réussis).

-Mais les retournements de position des uns et des autres ne facilite pas la tâche et la cohérence européenne entre partenaires qui attendent des retombées différentes: « **Paris bloque une « taxe Tobin » ambitieuse à l'échelle européenne** ». On est loin des premiers accents du candidat socialiste de 2012 qui vilipendait le monde de la finance. Le cadre de cette grande ambition de taxe sur les transactions financières TTF pour une espérance de recettes fiscales de 34 Mds€ a été réduit au début 2013 à une procédure de coopération renforcée avec 11 pays volontaires et devrait porter sur 4 Mds. Ce sont les petits pays qui sont les plus en pointe pour cet objectif (Estonie, Portugal, Slovaquie ou Slovénie) pour espérer des retours significatifs de cette TTF.

Et Paris bloque en voulant la ramener à une taxe a minima des produits dérivés limitée aux seuls CDS (contrats d'assurance contre le risque de défaut de paiement) qui ne représentent que 3% du total des dérivés dans le monde. Le ministère des finances entend préserver les intérêts des grandes banques comme la BNP Paribas ou la SG et cette approche confirme le poids du lobby bancaire. Les arguments avancés soulignent que les banques sont soumises à des réglementations plus strictes dans le cadre de Bale III (règles prudentielles) et du fonds de résolution bancaire. Un échec patent de l'Ecofin avec un objectif remis en cause pour une taxe début 2016 *Le Figaro Economie du 9 décembre 2014*

Il faut souhaiter bon vent à cette UE complexe dont le monde entier attend un message de tolérance et de fermeté qui peut difficilement se satisfaire de voir des centaines de jeunes européens paumés partir au djihad au Proche Orient, s'enorgueillir d'actions de desperado insensées comme des décapitations et des crucifixions, sans espoir de conquérir quoi que ce soit, sinon participer à des actions extrêmes et sinistres. L'aversion pour le mode de vie occidental mérite-t-il ces comportements indignes de l'être humain? Le fanatisme est-il une réponse adéquate pour oublier sa situation d'homme insatisfait et/ou misérable? L'humanisme chez elle ne doit pas rester un vain mot. C'est l'Europe des immenses philosophes et écrivains depuis Descartes, Hegel ou Stefan Zweig jusqu'à nos modernes qui doit prévaloir. Une vision, une présence messianique, tout au moins de l'imitation. Difficile d'imaginer meilleur système politique que la démocratie mais cette dernière reste bien fragile. Elle a besoin de garde fous et l'argent n'est pas le dernier. Délicat de constater par exemple aux USA, que la Cour suprême vient d'autoriser les contributions sans limite, et sous toute forme, des citoyens à une campagne électorale. On raisonne dorénavant en Mds\$, ce qui altère singulièrement l'équité et l'indépendance face aux lobbys.

Qu'on se méfie toutefois de cet avertissement des esprits chagrins contre Voltaire et son propos sur la tolérance: « Au nom de mes principes, je te donne la liberté; au nom des tiens tu me l'ôtes ». La tolérance suppose le partage.